Évaluation du potentiel du réseau

La Communauté Creative Commons

Rapport régional

Afrique

par Haddow-Flood Isla avec des entretiens effectués par Alex Gakuru

Sommaire

1. Échantillon

Les huit membres adhérents interrogés et choisis pour échantillon étaient originaires d'Éthiopie, de Tanzanie et d'Ouganda en Afrique de l'Est, du Nigeria en Afrique de l'Ouest et d'Afrique du Sud. Il est important d'indiquer que « l'Afrique » dans ce cas signifie l'Afrique subsaharienne et que tous les adhérents CC d'Afrique du Nord sont regroupés dans la section MOAN de ce rapport.

Le réseau actuel des adhérents de Creative Commons dans toute l'Afrique subsaharienne comprend l'Éthiopie, le Kenya, le Nigeria, le Rwanda, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et l'Ouganda. Dans la section Afrique du Nord de la région MOAN, les adhérents incluent l'Égypte et la Tunisie. L'échantillon porte sur l'adhésion formelle à l'intérieur du continent africain, bien qu'il ne comprenne pas les membres du Rwanda et du Kenya en Afrique de l'Est.

L'échantillon comprend un éventail de modèles d'adhésion, y compris ceux liés directement aux institutions (Tanzanie et Ouganda) et ceux qui sont constitués d'un modèle communautaire moins strict (Nigeria et Éthiopie) avec l'Afrique du Sud formant un équilibre entre l'organisation et le modèle communautaire.

En ce moment, la présence de Creative Commons en Afrique subsaharienne est principalement limitée aux pays anglophones historiquement. Cet échantillon représente ce parti pris linguistique.

En novembre 2016, le coordinateur régional, Alex Gakuru, a indiqué que les coordinateurs régionaux avaient commencé à discuter avec des communautés *potentielles* dans le pays. Si ces pourparlers aboutissent, cela pourrait corriger le parti pris linguistique actuel. Ces communautés potentielles comprennent le Ghana, le Togo, le Cameroun et la Côte d'Ivoire.

Équilibre entre les sexes

Depuis 2006 où le Projet africain des biens communs (PABC) a été créé et dirigé par Heather Ford et Kerryn McKay, avec Rebecca Kahn à la tête de iCommons, il y a eu un bon équilibre entre les sexes au sein des communautés Creative Commons en Afrique. Il y a autant de femmes leaders que d'hommes impliqués dans les biens communs. C'est une situation assez inhabituelle pour les organisations à travers l'Afrique, en général. Dans l'échantillon du rapport, cinq des huit personnes interrogées sont des femmes.

2. Environnement de travail des adhérents

L'Afrique est extraordinairement vaste et diversifiée. Elle couvre 11,7 miles carrés (30,3 km^2), ce qui représente 6 % de la surface totale de la Terre et 20,4 % de sa superficie terrestre totale, 54 pays (dont 2 sont contestés) et sa population totale est estimée à plus de 1,2 milliard de personnes. La population africaine est la plus jeune de tous les continents, avec une moyenne d'âge de 19,7 ans en 2012. À cette époque, la moyenne d'âge dans le monde était de 30,4 ans.

Au sein du continent, il y a des pays avec une histoire riche de politiques ouvertes, tout comme il y a beaucoup de pays avec très peu, voire aucune politique institutionnelle ou politique nationale. Cependant, malgré les nombreuses victoires, il y a tout autant de défis à relever. Ces défis comprennent l'accès à l'information, la législation actuelle sur l'information, un manque de soutien pour les environnements d'information ouverte et un manque d'accès significatif à l'infrastructure des TIC ou aux bibliothèques publiques comme fournisseurs de services d'information[1].

Parmi les nombreux obstacles auxquels chaque pays fait face, le principal défi à l'élargissement de l'accès est l'accessibilité. La grande majorité de ceux qui n'ont pas accès à internet restent non connectés tout simplement parce qu'ils ne peuvent pas se permettre une connexion de base. En Afrique du Sud, par exemple, le revenu moyen est de 6 800 USD (RNB par habitant, 2014). Cependant, 60 % de la population gagne moins de la moitié de ce montant. Cela signifie que pour environ la moitié de la population sud-africaine, une connexion internet de téléphone portable « abordable » (chiffrée à 1,48 % du revenu mensuel « moyen ») peut coûter entre 7 et 15 % de leur revenu[2].

La réalité est encore plus dure dans d'autres pays. En Tanzanie, on estime que 20 % de la population peut se permettre une couverture haut débit pour le téléphone portable de 500 Mo, ce qui laisse plus de 41 millions de personnes qui ne peuvent se le permettre. Pour les Nigérians, seulement 500 Mo de données prépayées de téléphone portable peuvent coûter plus que le montant qu'ils dépensent pour l'éducation de leurs enfants.

Cet écart est encore plus frappant lorsqu'il s'agit de l'égalité des sexes. Au Nigeria, 40 % des jeunes filles et des femmes sont moins susceptibles d'avoir accès à internet que les hommes[3]. À Kampala, en Ouganda, ces statistiques sont identiques alors qu'il n'y a qu'une seule femme en ligne pour trois hommes en ligne.

---

[1] Comme l'a souligné Irene Onyancha de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique dans son document intitulé « Défis de la réalisation des objectifs du poste : ODD 2015 dans les sociétés africaines »

[2] http://le8q3ql6vyc81g8l3h3md6q5f5e.wpengine.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2016/04/A4AI-2015-16-Affordability-Report.pdf

[3] http://webfoundation.org/about/research/womens-rights-online-2015/

Même s'ils figurent parmi les pays les moins développés au monde, l'Ouganda et la Tanzanie sont à un rang relativement élevé dans l'Indice des facteurs d'accessibilité. Le Rwanda est également co-leader du groupe TIC des Projets d'intégration du couloir du nord qui réunit les gouvernements du Rwanda, de l'Ouganda, du Kenya et du Soudan du Sud afin de collaborer au développement de la région.

Malheureusement, l'accessibilité n'est pas le seul élément qui entrave l'accès au contenu en ligne. Dans de nombreux pays d'Afrique, il y a des restrictions en ce qui concerne la liberté d'expression, la liberté de la presse et des autres médias. Cela a ensuite un impact sur le contenu en ligne et la manière dont un contenu libre ou sous licence ouverte est considéré par le gouvernement et les décideurs politiques.

L'Afrique du Sud est considérée comme un *pays libre* en ce qui concerne les libertés civiles. Cependant, l'état de la liberté de la presse y est considéré comme *partiellement libre*, avec un score de 36 pour la liberté de la presse (où 1 est la meilleure note). L'état de la liberté sur l'internet[4] y est de 27 et il obtient 8 pour les obstacles à l'accès.

À l'autre extrémité de l'échelle, l'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique subsaharienne. Avec un taux de pénétration de l'internet de 2,9 %, il a l'un des plus faibles taux de connexion à internet et au téléphone portable dans le monde[5]. Les télécommunications et l'accès à l'internet sont presque complètement hors de prix pour le citoyen moyen et avec le monopole du gouvernement sur l'infrastructure vieillissante, cela ne risque pas de changer. Son état actuel en ce qui concerne la liberté sur l'internet est de 82/100 (100 étant la pire note sur l'échelle). Il existe d'importants obstacles à l'accès et une peur de s'exprimer après qu'une série de blogueurs et d'écrivains ont été arrêtés, en 2014/2015, suite à une procédure sommaire, et placés en détention pendant de longues périodes.

En 2015, l'Éthiopie a été classée au quatrième rang des pires geôliers de journalistes dans le monde, avec au moins 17 journalistes derrière les barreaux. L'Éthiopie a également été classée 4e sur la liste 2015 du CPJ des 10 pays les plus censurés[6]. L'état de la liberté de la presse est certainement *absence de liberté*. En ce qui concerne le déploiement du soutien aux licences Creative Commons, l'équipe doit faire très attention à ne rien faire de subversif qui puisse offenser le gouvernement.

---

[4] https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/south-africa
[5] https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2015/ethiopia
[6] https://cpj.org/2015/04/10-most-censored-countries.php

En 2013, le gouvernement du Nigeria a lancé la couverture haut débit nationale (2013-2018)[7] pour l'avènement d'une société hautement connectée. Le gouvernement considère l'accès au haut débit comme un « facteur-clé pour faciliter le développement socio-économique du pays et de ses habitants ». Cela oblige le gouvernement à mettre en œuvre un plan intensif pour développer les connaissances numériques tout en réduisant l'écart profond qui existe entre les sexes quant à l'accès. Le déséquilibre entre les sexes pour l'accès a été mentionné précédemment et fait l'objet d'une attention particulière dans le Plan.

Le Nigeria a un taux de pénétration de l'internet de 43 % (177,5 millions de personnes) et est considéré comme *partiellement libre* en ce qui concerne la liberté sur l'internet[8], les régulateurs ayant fermé les codes abrégés SMS d'un parti d'opposition en 2015 et des journalistes ayant été arrêtés. Avec un score composite global de 52,85 en ce qui concerne l'Indice des facteurs d'abordabilité[9], plus de Nigérians que jamais sont connectés à l'internet. Les médias en ligne connaissent relativement peu de restrictions par rapport à l'attitude envers les médias traditionnels au Nigeria. Cependant, le Nigeria est considéré comme partiellement libre en ce qui concerne la liberté sur l'internet, les régulateurs ayant précédemment fermé les codes abrégés SMS d'un parti d'opposition en 2015 et des journalistes ayant été arrêtés.

En 2016, la notation des libertés civiles en Tanzanie a chuté de 3 à 4. Cela est dû à l'adoption de la Loi sur la statistique et de la Loi sur la cybercriminalité qui imposent des restrictions à la liberté d'expression et ont eu un effet dissuasif sur les médias, le milieu universitaire et la société civile[10]. Le paysage médiatique est divers, mais limité et polarisé le long des lignes politiques. En août 2016, les autorités ont interdit deux stations de radio. En conséquence, la Tanzanie est considérée comme un pays *partiellement libre* en ce qui concerne la liberté de la presse, avec un score de 55 sur 100 (100 = pire note)[11].

L'accès à l'internet (en particulier via le téléphone mobile) a connu une croissance rapide au cours des dernières années. Cependant, les niveaux de pénétration de l'internet sont faibles, touchant 7,6 millions d'utilisateurs, soit 14,5 % de la population. Près de la moitié de ces utilisateurs sont sur Facebook qui a 3,7 millions d'utilisateurs en Tanzanie[12]. Classée en 2015 à la 30e position sur l'Indice des facteurs d'abordabilité, la Tanzanie est au 5e rang, le meilleur des pays les moins avancés, ce qui signifie que l'abordabilité, et par conséquent l'accès, n'y sont pas aussi chers que dans d'autres pays situés à un niveau de développement

7 http://commtech.gov.ng/images/docs/The%20Nigerian%20National%20Broadband%20Plan%202013_19May2013%20FINAL.pdf
8 https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2015/nigeria
9 http://a4ai.org/affordabilitv-report/report/2015/
10 https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/tanzania
11 https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2016/tanzania
12 http://www.internetworldstats.com/africa.htm#tz

économique similaire.

Enfin, l'Ouganda a eu une année tumultueuse politiquement en 2016 avec des élections en février 2016. En 2015, il y a eu plusieurs décisions de justice qui ont tranché en faveur de journalistes, les restrictions et les attaques contre l'opposition, les journalistes et la société civile se sont intensifiées en 2015 alors que la police et le gouvernement mettaient en œuvre la Loi sur la Gestion de l'ordre public de 2013 (LGOP). En ce qui concerne la liberté de la presse, l'Ouganda est considéré comme partiellement libre en 2016 puisqu'il a une note de 57 sur 100 (100 étant le score le moins bon).

En novembre, le Parlement a adopté à l'unanimité le projet de loi sur les Organisations non gouvernementales (ONG) qui a fortement augmenté le pouvoir du gouvernement sur les ONG et qui est considéré comme un moyen d'interdire des groupes ciblés. La Loi anti-homosexualité du gouvernement (LAH) a été annulée par la Cour constitutionnelle en 2014, mais les groupes et individus LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) continuent de souffrir de harcèlement et d'intimidations.

Le gouvernement a investi des ressources considérables dans l'infrastructure des TIC et des réseaux. En conséquence, le taux de pénétration de l'internet continue de croître en Ouganda et, en juin 2016, il était à un peu moins de 12 millions d'utilisateurs de l'internet[13] (autour de 31,1 % de la population). Ce facteur a également réduit les obstacles à l'abordabilité de l'accès, l'Ouganda étant classé en 2015 au 16e rang sur l'Indice des facteurs d'accessibilité. Il est aussi classé 2e parmi les pays les moins avancés.

L'Objectif 9 des Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD), signés en septembre 2015 par 193 États membres, comporte un appel à « augmenter de manière significative l'accès aux technologies de l'information et de la communication et s'efforcer de fournir un accès universel et abordable à l'internet dans les pays les moins avancés d'ici 2020 »[14].

Une connectivité limitée, de faibles niveaux de compétence numérique et l'éloignement géographique augmentent davantage les inégalités et marginalisent des groupes vulnérables à travers l'Afrique. Bien que le contenu en ligne ait été présenté comme le grand égalisateur. La vérité est que les REL et autres ressources numériques nécessitent, pour être adoptées, de lourds investissements en options d'impression et de téléphone portable et fournissent des technologies alternatives qui n'ont pas besoin d'une connectivité constante.

[13] http://www.internetworldstats.com/africa.htm#tz
[14] http://www.un.org/sustainabledevelopment/infrastructure-industrialization/

Ouverture en Afrique

L'un des premiers pays au monde à avoir officiellement un adhérent Creative Commons, l'Afrique du Sud continue à être le leader en matière de politiques ouvertes, à la fois au niveau institutionnel et à l'échelon gouvernemental. Le Kenya, le Ghana, l'Éthiopie et le Nigeria la rattrapent grâce à des achats réussis et leur politique d'ouverture devrait progresser au cours des dix prochaines années.

Conformément aux Objectifs de développement durable des Nations Unies, il y a eu un investissement accéléré de la part des gouvernements, des organisations et des entreprises dans les infrastructures TIC et les réseaux à travers l'Afrique. Malgré cela, il reste plusieurs questions qui continuent à défier la région, notamment le déficit technologique, la vétusté des lois sur la propriété intellectuelle, ainsi que les problèmes de santé, de pauvreté et d'inégalité, des questions qui figurent dans le programme législatif du gouvernement.

Malgré ces obstacles et ces défis évidents, vingt-deux pays du continent ont des dépôts en accès libre. Il s'agit notamment de l'Algérie, du Botswana, du Cameroun, du Cap-Vert, de l'Égypte, de l'Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Lesotho, du Maroc, du Mozambique, de la Namibie, du Nigeria, du Rwanda, du Sénégal, de l'Afrique du Sud, du Soudan, de la Tanzanie, de la Tunisie, de l'Ouganda, de la Zambie et du Zimbabwe[15]. Le leader de l'accès libre, l'Afrique du Sud, dispose de 24 institutions dotées de dépôts en accès libre, le Kenya de 20 établissements qui sont représentés de la même façon.

Cela est dû en particulier aux bailleurs de fonds, aux institutions et aux organisations dans le monde qui investissent largement dans toute l'Afrique et soutiennent le renforcement des capacités et, plus précisément, la transparence et l'ouverture. L'UNESCO, l'EIFL, les fondations Ford, Knight et Hewlett représentent quelques-uns des plus grands investissements dans le soutien à la politique d'ouverture et au renforcement des capacités, et des organisations en font autant.

À travers le continent, il existe une grande poussée d'organisations s'engageant dans le développement des TIC, l'éducation et la participation. Bien qu'il ne soit pas ouvert, Google est déterminé à former plus d'un million d'Africains aux compétences numériques. Au sein du mouvement ouvert, la Fondation Mozilla dispose d'un réseau vaste et en expansion d'activités engagées et pour le projet de plans de rues ouverts, une quantité impressionnante de groupes travaillent sur les cartes à travers le continent[16]. ROER4D, basé à l'Université du Cap, réalise un travail passionnant et innovateur en diffusant les REL, non seulement en Afrique, mais aussi dans les pays en développement.

---

[15] http://www.opendoar.org/countrylist.php
[16] http://wiki.openstreetmap.org/wiki/List_of_territory_based_projects#Africa

Wikipedia Zero[17] est l'accès détaxé ou sans frais à Wikipedia et il est disponible dans plusieurs pays via Orange et d'autres réseaux. Le logiciel WikiFundi[18] qui permettra l'édition hors ligne de Wikipedia devrait être lancé chez Indaba Wiki en janvier 2017.

Les activités des bénévoles basés localement, le mouvement WikiAfrica et le projet de collaboration #OpenAfrica entre CC Afrique du Sud et WikiAfrica ont mis au point des groupes formels et informels de Wikimédiens à travers l'Afrique. Des projets comme Wiki Aime les Femmes et Wiki Aime l'Afrique ont contribué à renforcer et développer les actions des groupes officiels et des groupes de planification dans 18 pays comprenant de manière non exhaustive l'Algérie, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'Éthiopie, l'Égypte, le Malawi, le Nigeria, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, l'Ouganda, et, récemment, le Zimbabwe où il n'y en avait que très peu en 2011.

Code pour l'Afrique, grâce à un financement de la Fondation Knight, a créé quatre centres au Kenya, au Ghana, au Nigeria et en Afrique du Sud, ainsi que des laboratoires adhérents au Cameroun, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Nigeria, au Sierra Leone, en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Ouganda.

Pourtant, malgré tant de victoires essentielles pour l'ouverture dans l'ensemble du continent, le nombre officiel des adhérents CC en Afrique subsaharienne n'a augmenté que de deux adhérents depuis 2012. Il est tout aussi déprimant de noter que seulement 1 % de tous les travaux publiés sous licence CC dans le monde sont publiés en Afrique[19.]

Le premier adhérent CC à être créé fut l'Afrique du Sud qui a officiellement lancé en juin 2005 sur Commons-Sense : Vers une conférence africaine sur les biens communs de l'information numérique à Johannesburg. La première équipe était dirigée par Heather Ford, responsable du projet Afrique du Sud, et Andrew Rens, responsable juridique pour l'Afrique du Sud. D'autres adhérents CC suivirent bientôt et en 2012, il y avait des équipes officielles en Tanzanie, au Rwanda, en Afrique du Sud, au Nigeria et en Ouganda.

En 2012, la Conférence pour l'Afrique fut organisée par l'adhérent CC de l'Ouganda, le Centre pour la santé, les droits de l'homme et le développement (CEHURD) et la Commission nationale pour le livre de l'Ouganda (NABOTU). La Fondation MacArthur a été le principal parrain de ces trois jours de discussion et d'un atelier sur Creative Commons et l'Afrique. Deux coordinateurs régionaux ont été nommés lors de la Convention. Il s'agit du responsable juridique pour l'Afrique du Sud, Tobias Schonwetter, et d'Alex Gakuru, du Kenya. En tant que groupe, les délégués ont décidé des futurs objectifs pour l'administration de l'Afrique devant être soutenus par Tobias et Alex.

---

17 https://wikimediafoundation.org/wiki/Wikipedia_Zero
18 http://www.wikifundi.org
19 https://stateof.creativecommons.org/report/

À l’époque, les projets prioritaires identifiés par le groupe mettaient l’accent sur *le développement des ressources éducatives libres (REL), encourageant l’adoption par le gouvernement de politiques d’ouverture et la création d’initiatives ouvertes en matière de santé*. En outre, il y a eu plusieurs interventions qui ont été proposées, notamment un bus touristique qui encourageait les projets d’ouverture (ceci a été développé dans le projet Kumusha Bus) et la création d’un dépôt centralisé du matériel CC pour l’Afrique.

Depuis 2012, les deux coordinateurs régionaux, dont le rôle est de soutenir et encourager les communautés au sein de leur région, sont toujours Tobias Schonwetter et Alex Gakuru. En 2013, CC Kenya a été créé et en août 2015, dans le sillage de Kumusha Bus Addis-Abeba, CC Éthiopie a été lancé.

3. Ce que les adhérents apportent au réseau

Défis auxquels le mouvement ouvert fait face et comment il provoque le changement

Dans l’ensemble, les équipes sont très flexibles et fluides, mais soutenues par des membres-clés qui ont des antécédents institutionnels relativement longs (allant de 10 à 2 ans). La majorité des équipes sont établies et liées à au moins un organisme qui agit, soit comme domicile de l’adhérent CC, soit comme partenaire actif (et même chef d’équipe) dans leurs activités.

Presque tous les pays sont confrontés à des défis socio-économiques, notamment des niveaux élevés de pauvreté, d’inégalité (dont l’inégalité entre les sexes) et des problèmes d’accès à la technologie. Politiquement, il y a des questions préoccupantes en ce qui concerne les monopoles sur les canaux de communication et les restrictions à la liberté d’expression. Même l’Afrique du Sud, qui est sans doute le pays ayant la note la plus basse (1 signifiant excellent), lorsqu’il s’agit d’indicateurs tels que l’indice d’accessibilité, la liberté de la presse et la liberté sur l’internet, n’est considérée que comme partiellement libre en ce qui concerne le statut de la presse.

Heureusement, les équipes sont solides et ont assez d’expérience pour affronter les questions qui pourraient aggraver la situation présente. Bien qu’un ou deux soient très liés et ne semblent pas attirer de nouveaux membres autant qu’ils le devraient.

La composition des équipes à travers l’Afrique est fortement déséquilibrée en faveur des professions juridiques. Ce n’est pas surprenant compte tenu de l’accent mis initialement autour de la législation et ajoute à la stabilité des équipes. Malgré tout, les adhérents CC interrogés ont travaillé dur, non seulement pour adapter les licences et, dans certains cas,

les traduire dans les langues vernaculaires, mais aussi pour leur donner vie à travers une application pertinente dans différents secteurs.

La majorité des contenus ont été activés pour les REL et le matériel éducatif qui allait de manuels pour l'enseignement supérieur tels que Textbooks4Africa et de revues universitaires telles que YARA au Nigeria, aux ressources destinées à l'école primaire, aux manuels scolaires et aux livres de lecture, d'organisations telles que SAIDE, Siyavula, Nali'bali et Obami en Afrique du Sud. La tendance récemment, dans les pays matures (Afrique du Sud, Kenya, Ghana et Nigeria) est d'aller de plus en plus vers GLAM et les projets liés aux données.

Cet accent mis sur l'application pratique des œuvres sous licence montre la maturité générale des équipes d'adhérents CC en Afrique où ils vont au-delà de l'adaptation juridique et de la vision du changement de politique et soutiennent la mise en œuvre des licences. C'est ce que confirme Mark Horner, responsable public de CC Afrique du Sud et directeur général de Siyavula :

> « Les gens avec lesquels nous sommes en contact pour CC Afrique du Sud ont des points de vue solides, mûrs et bien pensés sur la plupart des sujets. Ce n'est donc pas comme ces gens qui viennent d'entendre parler des licences et trouvent ça chouette ! Les gens comprennent qu'il y a des implications fondamentales pour les adopter et que cela ajoute une couche de complexité à leur environnement. C'est une question d'ordre juridique qui peut affecter l'ensemble de la société. [...] C'est agréable quand vous parlez enfin à quelqu'un qui peut ajouter de la valeur, parce que ces gens ont beaucoup d'idées et de points de vue sur l'ouverture en général. »

Les adhérents CC ont travaillé dur dans des conditions difficiles pour fournir, non seulement un cadre juridique pour les licences, mais aussi des éléments pour influencer la vie réelle qui souvent ne sont ni tangibles ni traçables. Des effets tangibles seraient le contenu ou les produits fabriqués sous licence CC. L'impact immatériel a consisté en un changement dans la sensibilisation, l'utilisation accrue des produits de contenu de CC ou l'utilisation du modèle d'affaires ouvert lors de la planification d'un projet.

Un seul exemple de ces impacts stratifiés est illustré dans la citation suivante de l'équipe CC de Tanzanie lors d'un récent voyage de formation en sensibilisation Creative Commons à l'école secondaire de Lugalo, dans la ville d'Iringa. Lorsqu'on lui a demandé de décrire l'impact des licences CC sur la vie de ses élèves et sur la sienne, Kasyoka a dit :

> « Pour la plupart des gens, CC est un outil juridique - cette chose qui [s'appuie sur] le copyright. Mais quand vous allez vraiment sur le terrain et vous voyez qu'il influence la vie des élèves (et la mienne personnellement), cela cesse d'être une chose juridique.

> Cela devient un instrument que les gens utilisent pour progresser. Ce n'est pas simplement une chose juridique qui a été inventée dans une tour d'ivoire ; cela change vraiment des vies. C'est énorme. »

En dépit de nombreux défis, c'est ce qui est possible. Mais les défis restent immenses.

Comment l'environnement soutient le travail ou le défie

La réception des licences Creative Commons semble varier d'une personne à l'autre, d'une organisation à l'autre et d'un gouvernement à l'autre. Dans de nombreux cas, à travers l'Afrique, l'ouverture est devenue un aspect de plus en plus valorisé pour de nombreuses ONG et sociétés civiles, en particulier lorsque les donateurs et les organismes accordant des subventions poussent ces valeurs. Dans certains cas, cependant, les projets de CC ont été en mesure d'influencer les bailleurs de fonds en ce qui concerne la viabilité de CC dans un environnement traditionnel.

C'est l'histoire de la réussite de Siyavula en Afrique du Sud qui, comme série de manuels sous licence CC, a réussi non seulement à obtenir l'adhésion du Ministère de l'éducation primaire, mais également à convaincre les bailleurs de fonds de l'importance des licences CC. Comme l'explique Mark Horner (directeur général de Siyavula et coresponsable public de CC Afrique du Sud) :

> « Je pense qu'une des choses que nous avons réussi à faire, c'est de sensibiliser les bailleurs de fonds en Afrique du Sud sur le fait que les licences CC existent et qu'elles peuvent être appliquées aux ressources éducatives.
>
> « L'une de nos plus grandes réalisations a été qu'un bailleur de fonds a entrepris de travailler avec d'autres organisations et commencé à exiger des licences CC. Siyavula a permis d'attirer l'attention du Ministère [de l'éducation] national[e] sur les licences ouvertes. Ils ont vu directement, grâce à notre travail, certains des avantages et des libertés que les licences permettent. »

Ce succès avec le Ministère sud-africain de l'éducation a été un long projet qui a demandé beaucoup d'efforts et de persuasion.

D'autres administrations, universités et même institutions juridiques ne sont pas encore prêtes à soutenir ou à comprendre et encore moins à adopter les licences CC. Kayode Yussuf, responsable technique chez Creative Commons Nigeria, a dit qu'il avait approché le directeur de la Commission du copyright du Nigeria qui a répondu que :

> « Le Nigeria n'est pas suffisamment mûr pour Creative Commons. Qu'il s'agit d'une idéologie qui ne fonctionnerait pas au Nigeria. C'est trop sophistiqué pour le Nigeria. »

Kayode poursuit en disant que Creative Commons fournit une structure qui respecte le copyright. Il mentionne également qu'il est important que les adhérents CC aient l'autorité nécessaire pour être en mesure de discuter la différence et :

> « Éduquer la Commission du copyright [du Nigeria] pour leur faire savoir que Creative Commons n'est pas une idéologie américaine, comme le croit la Commission du copyright. Il s'agit plutôt d'un effort mondial pour permettre aux gens d'accéder à la connaissance [...] Ce n'est pas Creative Commons contre le copyright, c'est Creative Commons soutenant le copyright. Creative Commons aide les gens à protéger leur droit de propriété intellectuelle. [...], mais qu'est-ce qui se passe si vous permettez aux gens d'utiliser votre œuvre au lieu qu'ils enfreignent les règles relatives au copyright en volant votre travail pour l'utiliser ? Laissez-les l'utiliser à des fins non commerciales !

Une grande partie de cette attitude négative peut être attribuée au mépris général pour les informations de copyright ou la loi dans de nombreux pays africains. Comme le dit Edefe Ujoma, responsable REL pour CC Nigeria :

> « Nous avons eu des étudiants en droit, des artistes, des photographes. Puis, nous avons eu des producteurs et des commerciaux de Nollywood. C'était vraiment très intéressant pour moi d'écouter les personnes qui ont participé à l'ensemble de la production de films de Nollywood, parler de ces cours et dire combien il était difficile pour elles de se protéger parce que le système du copyright n'est pas fixé. Elles ont estimé que ce pourrait être une façon de régler ce problème et de créer des possibilités pour elles-mêmes. »

Il y a le sentiment semblable en Éthiopie qu'il existe une propriété intellectuelle gratuite pour tous, comme l'explique Seble :

> « En Éthiopie, nous copions par défaut ; comme copier est la valeur par défaut, la valeur par défaut est la norme. Ils ne comprennent pas que nous devrions définir la valeur par défaut comme une culture de partage et une communication ouverte. »

Au-delà d'un manque total de connaissance du copyright et de la propriété intellectuelle, il y a aussi un simple scepticisme pour tout ce qui s'éloigne du concept « traditionnel » du copyright. Au Nigeria, il y a même un certain scepticisme au sein de la communauté juridique. Comme observe Edefe,

> « En ce qui concerne mes collègues [juristes], il y a eu un peu de scepticisme au début,

> avant qu'ils se fassent à l'idée de Creative Commons, de l'ouverture. »

Kayode est d'accord, particulièrement en ce qui concerne les artistes et d'autres fournisseurs de contenu :

> « Qu'est-ce qui rend les gens sceptiques ? Je pense qu'il y a deux choses. La première, c'est le fait que « en mettant des licences Creative Commons dans mon travail, est-ce qu'on arrêtera d'enfreindre mon copyright ? »

Ma réponse est habituellement : « que faites-vous si le copyright sur votre travail n'empêche pas les gens de l'enfreindre ? Mettre Creative Commons ne les arrêtera pas non plus. Mais la question est de ne pas leur permettre de voler, mais de leur donner ce qu'ils veulent voler gratuitement. Ils ne voleraient plus. Ils préfèreraient l'avoir gratuitement. »

Toutefois, dans certains cas, il arrive que soit il n'y a aucun désir de comprendre, soit le professionnel ne peut pas voir le gain financier personnel qu'il y a en poussant CC plutôt que le copyright.

En Éthiopie, Seble pense que la notion même de copyright et de propriété intellectuelle reste compliquée pour certaines personnes. Elle a raconté un cas où un décideur est arrivé à une réunion de l'UNESCO à Addis-Abeba et, même s'il avait demandé à rencontrer quelqu'un de CC, n'était intéressé que par le contenu gratuit qu'il pouvait collecter pour son projet.

Ce manque de volonté de comprendre ou de voir les avantages au-delà du gain financier et organisationnel, est confirmé par les expériences de Primah en Ouganda :

> « Les obstructeurs, je dirais, sont des gens qui ne comprennent pas ce qu'est Creative Commons. Des gens qui veulent gagner de l'argent. Cela pourrait être des auteurs, mais nous avons travaillé avec des bibliothécaires et des universitaires et ils veulent mettre leurs travaux sous licence Creative Commons. Alors ils rencontrent des avocats qui veulent gagner de l'argent, c'est alors qu'ils disent, « Oh ! Alors, on le met sous copyright ! » Mais quand vous commencez à expliquer l'aspect de Creative Commons, ils disent : « D'accord, si vous avez l'intention de diffuser mon travail et que je continue de vendre davantage d'exemplaires ». Mais alors, qu'en est-il de la réglementation ? Comment allez-vous réglementer cela, les conditions des licences et tout cela ? »

En dépit d'une attitude négative, apparemment intense, envers l'ouverture et le partage et de l'impératif de gagner de l'argent, les équipes de CC sont en train de gagner la bataille. Une personne interrogée a mentionné que, même si ce n'était pas apparent dans la culture nationale, de nombreuses cultures africaines, y compris la sienne, s'appuyaient sur la

collaboration et le partage, comme un écho de la philosophie indigène Ubuntu en Afrique du Sud[20]. Comme explique Edefe :

> « Je pense que le partage est un mode de partage très privé, de sorte que notre culture publique est fermée, je pense que c'est la raison pour laquelle les gens ne se sentent pas liés aux gouvernements, aux institutions publiques, mais le sont davantage à leur famille, leurs amis, les communautés. »

En outre, le nombre de contenus et ressources utilisés quotidiennement dans leur pays (comme Wikipedia) est en augmentation et les adhérents de l'utiliser comme exemples de réussite quotidienne des ressources ouvertes et des licences. Comme mentionné par Mark Horner, comme une masse critique de projets et d'organismes adoptant des licences libres et que les gens les connaissent, le discours est à un autre niveau. Visibilité et représentation deviennent moins importantes et font place à la stratégie et à l'appui d'organisations et d'individus déjà convaincus et ayant juste besoin d'une direction.

Principales capacités du mouvement ouvert dans les régions

Tel que mentionné précédemment, un grand nombre d'équipes sont composées pour moitié, voire plus, de membres issus des professions juridiques. En tant que telles, de nombreuses équipes se sont formées grâce aux relations personnelles.

De solides relations personnelles sont essentielles pour maintenir la motivation des équipes. Seble pense que ce qui lie les équipes, c'est de placer « les gens dans un contexte. Tant que les gens au sein de l'équipe sont motivés, énergiques et conscients des avantages et des potentiels qu'a le partage [...] Nous continuons à être motivés et énergiques. »

Primah, en Ouganda, a expliqué comment, en tant que jeune diplômée en droit au chômage, elle a rencontré Paul Asima (responsable juridique de CC Ouganda en 2010) qui lui a parlé de CC et l'a prise dans l'équipe. Edefe a rencontré Kayode grâce à Tobias et s'est engagée dans CC au Nigeria. En Éthiopie, Seble a raconté comment l'équipe s'est formée :

> « L'un des fondateurs, Abel Asrat, qui était un Wikipedian en résidence a été présenté à CC par Kelsey et Isla de WikiAfrica. Oui, les gens vous présentent une nouvelle idée et vous commencez à comprendre ce qui a été fait et ce qui aurait pu être fait et les gens ont été informés sur CC. J'ai été présenté à CC par Tobias. Et Abel voulait participer, alors nous avons commencé cette action Kumusha Bus[21]. Nous avons eu une réunion et

---

[20] https://en.wikipedia.org/wiki/Ubuntu_(philosophy)

[21] Inspiré du Libre Bus, le projet Kumusha Bus s'est déroulé en 2014 en Éthiopie et au Ghana. Kumusha Bus a été élaboré et mis en œuvre par CC Afrique du Sud et WikiAfrica et soutenu par une subvention des adhérents CC. https://meta.wikimedia.org/wiki/Kumusha_Bus

> nous avons commencé à réfléchir à la manière dont nous pouvions introduire [Creative Commons] en Éthiopie. »

De nombreuses équipes sont formées de professionnels du droit avec quelques techniciens et personnels de l'éducation en plus. Pour que les équipes de bénévoles soient efficaces, elles doivent être liées. Au-delà de l'orientation professionnelle commune, il y a des valeurs plus profondes qui les lient. Dans de nombreux cas, les équipes affirment que les membres sont réunis par une croyance mutuelle dans le partage, qu'ils ne sont pas motivés par le profit, mais une croyance plus forte dans la puissance du partage et l'esprit de bénévolat.

En Ouganda, Primah valorise

> « La volonté des gens de travailler sans être payés. L'esprit volontaire. Je ne sais même pas comment l'expliquer. Si j'ai envoyé un e-mail pour travailler sur Creative Commons, tout le monde va s'attendre à ne recevoir aucune rémunération. C'est rare en Ouganda. Nous leur donnons du thé, des petites choses à grignoter et tout le reste, et ils se montrent très excités à l'idée de partager la façon dont nous pouvons transformer notre pays avec une culture ouverte. »

Elle continue en mentionnant que les membres de l'équipe sont très désireux de contribuer aux documents et d'échanger des idées, mais que très peu s'impliqueront lorsque des actions et des tâches sont nécessaires.

La plupart des équipes sont dynamiques et flexibles. Bien que plus récente que les autres adhérents, l'équipe de Seble en Éthiopie a la même dynamique souple que l'Ouganda et le Nigeria :

> « Parce que c'est un travail bénévole, il n'est pas très structuré. Nous avons ce système de communication où, si je fais quelque chose, j'informe tout le monde. Si Nebiyu fait quelque chose, il informe tout le monde et il demande aux gens de donner leurs commentaires ou leur évaluation sur ce qu'il fait et comment nous pouvons l'améliorer. Je fais également de même. Lorsque nous avons la chance de le faire en donnant un coup de main, aussi lorsque d'autres membres de l'équipe, qui n'ont pas de responsabilité particulière, se joignent à nous pour nous aider. S'ils voient des opportunités qu'ils veulent amener à CC, ils le font. »

L'équipe du Nigeria célèbre son « mélange des personnalités » et a constitué un modèle et appris à travailler à distance les uns des autres d'une manière qui, tout simplement, « fonctionne » pour eux. La responsable REL, Edefe, a étudié à New York pendant deux ans. Par conséquent, ils travaillent ensemble - remue-méninges, planification et gestion de projet - en ligne. Ils affirment que, même si « une très bonne alchimie qui fonctionne » est

essentielle, l'aide de bénévoles solides est appréciable :

> « Nous faisons les choses *ad hoc* et nous faisons juste les choses avec notre cœur. Nous n'avons pas de papier à en-tête officiel. Nous n'avons pas de compte en banque. Nous faisons juste les choses avec notre cœur et essayons d'avoir l'esprit aussi ouvert et d'être aussi honnêtes que possible. Ainsi, nous n'avons pas de structure, mais c'est notre façon de fonctionner. » [Helen, Nigeria]

En Ouganda, de son expérience des bénévoles de ce pays, Primah retient l'utilité de mettre à profit les membres de l'équipe dont les emplois sont liés à la propriété intellectuelle et à Creative Commons. Cela garantit la longévité et signifie que les membres de l'équipe ne s'épuisent pas aussi rapidement.

> « Comment pouvons-nous maintenir cela ? Un des avantages des membres de notre équipe et la raison pour laquelle ils sont restés, je pense, c'est qu'ils ont un emploi et d'autres aspects du travail qui sont liés à Creative Commons. Donc, les gens ont des facilités pour faire ce genre de travail. Les universitaires enseignent le copyright, ils pratiquent le copyright. À [l'Université] Makerere, ils sont déjà payés pour faire cela, alors ajouter les aspects de Creative Commons est juste promouvoir ce sur quoi ils travaillent déjà. »

La plupart du temps, les membres de l'équipe qui réussissent sont respectueux et apprécient la compagnie des autres. Comme le dit Seble qui travaille chez l'adhérent éthiopien :

> « Nous sommes ouverts les uns aux autres, nous nous écoutons mutuellement. Il y a vraiment un certain respect pour l'autre. Nous pouvons facilement communiquer les uns avec les autres et nous entraider. La relation que nous avons les uns avec les autres n'est pas superficielle. Je pense que certains d'entre eux sont amis depuis un peu plus longtemps. Je les ai simplement rencontrés grâce au Kumusha Bus, mais il y a un attachement qui facilite la communication. »

Malheureusement, cette même souplesse et fluidité qui fait que tout se passe bien pour la plupart des équipes, est souvent la raison pour laquelle il arrive qu'elles ne travaillent pas. Comme le mentionne Edefe en parlant de ce qui parfois ne fonctionne pas dans leur équipe :

> « là où il n'y a pas d'actions spécifiques, on abandonne les billes. Alors, je pense que ce qui a marché, c'est cette souplesse ; se soutenir mutuellement. La chose qui n'a pas fonctionné lui est sans doute également un peu liée. Parce que nous avons eu des projets dans le passé où vous pensez que vous voulez avoir un événement particulier parce qu'il n'y a aucune action spécifique... Vous avez fait ceci, vous faites cela, vous

> allez de l'avant et vous occupez de cela... Et il est difficile de dire « Eh bien, cette personne est responsable de faire ceci » et plus précisément de la désigner. Nous avons eu quelques événements que nous voulions éliminer, mais parce qu'une personne, peut-être Kayode, poussait à leur réalisation et que peut-être le reste d'entre nous était vraiment occupé, nous n'avons pas pu le soutenir parce que la tâche qui avait été spécialement affectée n'a jamais eu lieu. »

Les valeurs et qualités qui semblent être prisées sont le dévouement à la cause, l'amour et la passion pour l'ouverture, la conviction que le travail est important et bénéfique et le besoin de ne pas être financièrement récompensés pour le travail. En Tanzanie, Aristak croit que ce qui maintient l'équipe active en Tanzanie est de voir l'accueil reçu par le travail acharné de l'équipe et de maintenir les canaux de communication ouverts. Surtout, comme l'a suggéré Edefe de CC Nigeria, il est essentiel de « constituer des équipes solides dont le projet serait la raison d'être. Il faut beaucoup d'efforts pour construire cette équipe et amener le projet jusqu'au stade où il puisse être autonome. »

Cependant, comme avec toutes les équipes, il y a plusieurs défis. Il s'agit notamment d'un manque de temps, car tous les membres de l'adhérent travaillent. C'est un vrai élément qui mène non seulement à l'épuisement, mais provoque le mécontentement dans l'équipe et aboutit souvent à ce que les projets d'une seule personne finissent par dominer sur ceux des autres qui ont moins de temps.

Un élément qui pourrait remédier à ceci est l'introduction d'une personne administrative payée pour chaque adhérent, qui serait chargée des lourdes tâches d'administration et de communication (actuellement effectuées au hasard par les membres), libérant ainsi les membres et leur permettant de concentrer leur précieux temps de bénévole sur des projets qui aient un sens au point de vue stratégique et soient efficaces.

Les caractéristiques-clés identifiées par les personnes interrogées comme étant essentielles pour leur travail sont : jeune, passionné, engagé, efficace, concentré, ambitieux, proactif, désireux d'apprendre, s'adaptant au changement, motivé et travailleur, et aussi ayant le goût du travail en équipe, tout en ayant un cerveau de stratège qui comprenne ce qui se passe dans le pays. Il va sans dire qu'ils devraient être personnellement dédiés à l'ouverture et au partage, être des collaborateurs et avoir un intérêt inné à redonner à la société.

Pourquoi le travail est important personnellement

Les personnes interrogées de l'échantillon sont représentatives des responsables des adhérents CC en Afrique. Malgré la diversité de leur groupe, elles partagent toutes des caractéristiques et des passions similaires. L'essentiel en est la recherche du savoir combinée

à une profonde compréhension du privilège qu'est l'éducation et à un amour incessant de l'exploration. Comme le mentionne Aristak de Tanzanie :

> « J'ai appris que si vous partagez quelque chose que vous savez, vous obtenez davantage. Si vous ne partagez pas, vous ne gagnez pas. Je gagne beaucoup chez Creative Commons. Ils m'ont ouvert les yeux sur tant de sujets. Les questions de l'innovation, les questions de la mise en réseau, des médias sociaux, des interactions dans la société, la rencontre de différentes personnes ayant des points de vue différents. Il y a beaucoup de choses que nous préparons. Personnellement, je pense que les gens apprennent beaucoup de choses de l'échange de connaissances et d'idées, surtout quand vous avez un environnement ouvert parce que vous apprenez des autres personnes et les gens apprennent aussi de l'expérience. »

La découverte des connaissances et l'exploration de nouveaux horizons est un facteur-clé, de la même façon que le besoin de partager l'expérience et répandre la joie de la connaissance. Comme le dit Seble de CC Éthiopie, sa motivation à elle s'enracine dans la dynamique sociopolitique de son pays :

> « Il y a tant de choses auxquelles nous ne pouvons pas accéder librement en Éthiopie en raison de la façon dont le pays est organisé et des politiques qui sont en place. Je m'implique dans CC afin que les gens, y compris moi-même, puissent obtenir un accès facile aux travaux et aux informations. Je veux cela parce que pendant des siècles, l'Éthiopie a été un pays très fermé et nous ne sommes pas exposés à ce qui se passe dans le monde. »

De cette façon, il y a un besoin intense de participer à ce monde. Une façon de le faire est l'action désintéressée, tout en élargissant leurs compétences pour le travail qu'ils font. Comme Megan de Siyavula, en Afrique du Sud, l'indique :

> « Pour moi, c'est à propos du mouvement d'éducation ouverte. J'ai grandi dans un contexte assez privilégié en Afrique du Sud. J'ai eu une très bonne éducation. J'avais accès à toutes les ressources dont j'avais besoin. J'avais de bons professeurs. Cela m'a fait réaliser que l'éducation et les enseignants de qualité ne devraient pas être un privilège. Ce devrait être quelque chose auquel tout le monde a accès en Afrique du Sud. À commencer par l'accès aux ressources de base dont vous avez besoin pour accomplir votre éducation. C'est ma motivation. Je veux que d'autres personnes puissent avoir accès à l'éducation qu'elles méritent. Les licences, de toute évidence, s'inscrivent dans ce cadre parce que nous voulons que les licences s'appliquent à tout le monde, pour qu'il n'y ait aucun obstacle financier (pas clair) que notre traditionnel copyright (pas clair) impose. C'est ma motivation et tout ce que nous avons mis en place dans l'enseignement ouvert. »

Comme mentionné par Megan ci-dessus, les motivations des membres de l'adhérent sont nobles en un sens, d'autant plus qu'il n'y a pas de rémunération. De fait, plusieurs des adhérents ont mentionné que leurs collègues utilisent leur propre argent pour les éléments du projet au fil des ans. Cela vient d'un besoin de « rendre à la société » le privilège qu'ils ont d'avoir reçu une éducation. Il en dit long sur le genre de personnes qu'ils sont et pourquoi ils continuent à faire du bénévolat, année après année.

Le désir altruiste de partager est profond, cependant, il y a aussi des avantages pour les bénévoles qui ont une valeur personnelle. Comme Helen de CC Nigeria l'explique :

> « Les gens ont l'habitude de dire que je fais cela bénévolement, mais il n'y a rien de bénévole dans cet effort. Vous devez en retirer quelque chose. Ce n'est peut-être pas l'argent, mais il doit y avoir un intérêt. Alors pourquoi est-ce que je fais ce travail avec Creative Commons qui est la plupart du temps bénévole ? La première raison est que je tire beaucoup de satisfaction à transmettre des connaissances et introduire les gens à des choses qu'ils n'auraient pas connues avant ; la satisfaction de transmettre des connaissances afin d'éduquer les gens, de voir l'amélioration, de voir les changements que cette connaissance crée en eux, voilà les choses qui me donnent de la satisfaction sur un plan très personnel.
>
> « Mais encore une fois, je considère aussi cela comme une occasion de m'établir moi-même dans un domaine particulier, car j'obtiens une réaction en termes de développement de carrière, en développant mon expertise et en étant reconnue comme experte dans ce domaine. J'en tire de la satisfaction sans l'argent, mais c'est aussi un moyen de développer ma carrière. »

Kayode fait écho à la double motivation d'Helen :

> « La plupart des choses qui m'intéressent dans le bénévolat, c'est simplement aider les gens, donner mon temps, mes connaissances et mes efforts pour aider les gens à construire une communauté. Je considère aussi cela comme un investissement dans les gens parce que je pense que l'investissement dans les gens n'a généralement pas de retombées financières.
>
> « Mais vous en retirez d'autres bénéfices. J'ai accès à un réseau de personnes. Les personnes qui participent à notre formation me considèrent généralement comme un expert. L'année dernière, j'ai pu aller à La Haye parce que j'ai travaillé avec Creative Commons sur le projet d'école de l'ouverture. J'ai été invité parce que j'ai fait quelque chose avec Creative Commons, mais à la fin de la journée, je reçois la gloire. C'est beaucoup d'encouragement pour moi. »

L'élan de tout bénévole, quel que soit l'objet de leur bénévolat, se réduit à cinq motivations principales : les valeurs, l'esprit communautaire, l'amélioration de l'estime de soi, la compréhension et le développement personnel. Il n'est pas surprenant de voir que chacun de ces éléments a été explicitement exprimé par les adhérents interrogés.

Comment la culture de l'organisation permet un environnement innovant

La culture organisationnelle de chaque adhérent a une dynamique différente. Chez certains adhérents tels que CC Nigeria, CC Ouganda et CC Éthiopie, il y a une structure plus organique et fluide. Cela est représenté par l'ethos du travail à distance de l'équipe CC Nigeria.

En Tanzanie, l'adhérent Creative Commons est hébergé par l'École de droit de l'Université ouverte de Tanzanie (OUT). Bien que basée chez OUT, l'équipe de l'adhérent CC Tanzanie est composée de volontaires, de professeurs et d'étudiants de différentes universités et écoles supérieures dans le pays. Le rôle central de la connexion à OUT a fourni une base solide et une cohérence au fil des ans. Ce qui a été renforcé par de solides liens avec les « mécènes », notamment le professeur Tolly S. Mbwete (président de l'Université Panafricaine), le professeur Tozo Bisanda (Vice Chancelier de l'Université ouverte de Tanzanie), le professeur Deus Ngaruroro (Vice-recteur académique (OUT)) et le Dr Paul Kihwelo (Institut principal d'administration de la justice, à Lushoto).

Une institution « d'accueil » solide et active, un large groupe de bénévoles engagés et d'importants mécènes montrent un adhérent qui est structuré et axé sur un plan de travail officiel, dans ce cas, l'éducation, établi par l'hôte principal.

En Afrique du Sud, le projet a démarré avec un développement solide et très visible grâce au mentorat d'Andrew Rens et de Heather Ford au Centre LINK (Université de Witwatersrand), aux premiers travaux de iCommons, aux projets Africa Commons et Accès au savoir (A2K) et à l'appui inconditionnel de l'Open Society Institute, de la Fondation Shuttleworth et du CRDI. Ce travail en Afrique du Sud a joué un rôle déterminant dans l'organisation du mouvement mondial. En 2008, avec le nouveau responsable public David Duarte (Kaizen Max a pris la relève en qualité de responsable public en 2011), l'organisation est devenue plus fluide et l'accueil institutionnel a ensuite été transféré à l'Unité de la propriété intellectuelle, à l'École de droit de l'Université du Cap où il demeure. Début 2014, Mark Horner et Kelsey Weins ont pris la suite en tant que coresponsables et ont pris plusieurs initiatives visibles telles que l'événement CC 10, le projet # OpenAfrica, Kumusha Bus (au Ghana et en Éthiopie), le Sommet du manuel ouvert et le rassemblement de l'Institut pour le leadership ouvert en 2016.

CC Afrique du Sud semble détenir actuellement un modèle hybride doté d'une forte capacité d'adaptation où « l'accueil » structuré à l'Unité de propriété industrielle de l'Université du

Cap apparaît dissocié de l'espace plus organique et réactif occupé par les coresponsables publics, Mark et Kelsey (basés dans les bureaux de l'éditeur scolaire CC, Siyavula).

Dans tous les cas, les équipes de base sont relativement petites. Elles dépendent entièrement de la motivation et de l'impulsion de chacun des membres adhérents. Tandis que le soutien institutionnel est nécessaire à la poursuite du développement des adhérents CC, une culture organisationnelle plus structurée (à moins d'être une partie essentielle du projet de l'organisation) peut s'avérer trop restrictive et pourrait entraver la capacité des membres à innover et réagir aux opportunités ou à la crise ».

Le manque de soutien financier pour couvrir une présence institutionnelle formelle a été soulevé par quatre des sept adhérents interrogés. Pour certains des adhérents, il n'y a pas de structure formelle. Bien qu'ils puissent avoir des organisations qui travaillent en partenariat avec l'adhérent CC, plusieurs n'ont pas de base spécifique. Dans certains cas, le simple fait de trouver un accueil institutionnel stable pour l'adhérent qui ait aussi la capacité de servir de base de bénévoles potentiels, s'est révélé un problème. En Éthiopie, l'adhérent CC a démarré à l'Institut de recherche, mais comme le mentionne Seble,

> « Nous avons dû déménager, car personne n'était prêt à prendre de responsabilités à l'Institut. Alors, j'essaie de transférer nos bureaux à l'École de droit de l'Université d'Addis qui a un grand nombre de bénévoles. »

Même dans un « accueil » organisationnel stable, l'absence d'un bureau avec du personnel dédié à CC provoque des effets négatifs en cascade. Il s'agit notamment de la stabilité à long terme de l'équipe qui prend en charge de lourdes tâches d'organisation et de communication qui augmentent le risque d'épuisement. Cela garantit aussi que les projets soient limités (avec le projet familier d'un membre, plutôt qu'une tâche stratégique pour la feuille de route). Comme le suggère Aristak de Tanzanie :

> « Si nous avions des ressources humaines capables, qui savent et comprennent ce qu'elles sont censées faire et des facilités en capital financier, je pense que cela nous entraînerait loin. »

Helen est d'accord :

> « Le plus important pour moi est d'abord l'infrastructure. Parce que la plupart des choses avec lesquelles nous travaillons, nous les avons fournies nous-mêmes. Nous n'avons pas beaucoup de soutien de la part de l'institution et je dirais la même chose pour Kayode. Je me souviens des fois où il va à Abuja, il paie pour son transport et tout. Donc, si nous avions ce genre de soutien financier, un soutien pour financer l'infrastructure, c'en est un, n'est-ce-pas ? Le mentorat est aussi très important. »

De plus, cela induit en erreur les partenaires potentiels et les membres qui attendent la présence solide d'une marque mondiale. Dans ce cas, les perceptions de Creative Commons ne sont pas suivies par la réalité. En tant qu'organisme international sur l'échiquier mondial, la réalité sur le terrain n'est pas à la hauteur des attentes d'une telle organisation d'avant-garde. Comme le dit Primah, il y a confusion lorsque les gens veulent s'impliquer et qu'ils demandent...

> « Où est le bureau de Creative Commons ? Puis-je appeler le président ?
>
> « Mais vous leur dites que c'est le responsable juridique et qu'il a un emploi et une institution à faire fonctionner. Alors, quand vous venez et que vous voulez demander Creative Commons, pas aujourd'hui... Ils se sentent comme ooh [déçus].
>
> « Ils s'attendaient à un bureau. Puis, ils appellent quelqu'un, « je veux une licence, où puis-je y avoir accès ? Puis-je obtenir une vidéo ? Mon nom est ceci et cela, puis-je faire cela ? »
>
> « "Nous n'avons personne pour répondre à ces questions. »

Trouver des possibilités de financement locales est difficile. Comme le dit Kayode :

> « Si nous avions accès à des fonds, il y a beaucoup de choses que nous pourrions faire. Nous avons quelques projets, mais nous ne sommes pas en mesure de les satisfaire parce que cela coûte cher. Ainsi, un lien avec la direction, de possibles mécènes, des personnes qui collaboreraient avec nous, nous seraient très utiles. »

Comme Alex l'a mentionné dans l'entretien avec Kayode, « je pense que la leçon est que CC n'a pas de paniers pleins d'argent pour aller vendre gratuitement des choses aux gens. »

Au-delà des questions relatives à l'administration de l'organisation et à la stabilité, les adhérents ont tiré des enseignements-clés de leur travail sur les projets de CC. Il s'agit notamment de la mise en réseau avec des personnes différentes et de la présentation de questions de licences et d'innovation à différents acteurs dans des secteurs divers. Cela a conduit les adhérents à travailler avec des personnes extérieures à leur sphère professionnelle. Comme l'explique Aristak de Tanzanie :

> « Tant de gens nous ont demandé de faire des présentations sur les licences Creative Commons. Cela nous a ouverts à un si grand nombre de parties prenantes, en particulier ceux qui sont impliqués dans les opérations et activités relatives aux ressources en matière d'éducation ou aux questions de recherche. Nous avons tellement découvert en la matière et fait tant de présentations ! »

La méthode Creative Commons est un modèle différent de celui avec lequel les organisations de défense fonctionnent en général. Ce sont des modes non traditionnels d'engager des intervenants, disons via des salons ou d'autres événements, et qui sont très loin des réunions de bureau. De plus, en raison de la nature du contenu, un travail souvent controversé est réalisé. La nature détendue d'un salon permet aux gens de s'engager et d'être ouverts à la discussion et aux idées nouvelles davantage que dans une salle de réunion et cela crée une nouvelle façon de s'engager avec les gens sur des sujets complexes, controversés ou alternatifs.

Toutes les personnes interrogées, en tant que professionnels, ont eu une forte expérience institutionnelle, particulièrement ceux impliqués dans le travail juridique. Toutes se sont rendues à l'étranger pour étudier, travailler ou participer à un projet, comme le projet A2K. Mais en raison de leur âge et de leur expérience internationale, elles ne sont pas aussi impliquées dans le processus, ce qui laisse un espace personnel pour l'innovation et la flexibilité.

Bien que les personnes interrogées apprécient la souplesse de la structure opérationnelle actuelle de l'adhérent et respectent le professionnalisme et les compétences des membres de leur équipe, elles ont presque toutes demandé plus de stabilité. Cette stabilité pourrait prendre la forme, soit d'une personne se consacrant (ce qui nécessite un soutien financier stable) à la communication, l'administration et la stratégie, soit de l'établissement d'un « bureau » officiel qui améliorerait la visibilité et la présence locale de la marque.

Alors que les équipes n'ont pas 'besoin' d'un espace officiel, comme Primah l'a mentionné, bon nombre des personnes à qui elles doivent parler (entreprises et représentants du gouvernement) s'attendent à une telle présence. Bien entendu, ces changements à la structure organisationnelle requièrent financement et orientation. Ironiquement, le financement local et le soutien des entreprises se sont révélés difficiles à trouver, partiellement en raison de ce manque même de structure officielle.

4. Comment le réseau peut aider les adhérents

La foi dans les licences CC est entièrement cimentée chez les personnes interrogées. Ce n'est pas seulement démontré par leur engagement continu à la cause après de nombreuses années de bénévolat, mais aussi la façon dont elles ont toujours énoncé l'importance de l'œuvre et l'impact qu'il a eu sur elles et leur pays.

Elles expriment bien l'impact que l'ouverture, et plus particulièrement les licences, ont eu sur leur pays, en leur faisant comprendre l'importance du copyright. Comme s'exclame Aristak :

> « Le plus grand impact a concerné l'importance de la compréhension des questions de copyright. Avant, la plupart des gens ne comprenaient pas les questions de copyright. Quand vous parlez de copyright, ils pensent que c'est lié au verrouillage de votre travail en en refusant l'accès aux autres. Mais aujourd'hui, au moins, la question de l'accès libre, du partage est maintenant comprise. »

Helen convient que l'aspect éducatif de Creative Commons a été un élément-clé de l'impact. Par l'entremise de programmes menés au niveau régional comme Copyright X[22], il y a eu une plus grande compréhension par les personnes du copyright et du potentiel de CC.

> « Notre plus gros succès a été la défense des droits. Nous avons été en mesure de créer un état d'éveil dans une large mesure. Tant de gens parlent de Creative Commons, en particulier des personnes qui travaillent dans l'industrie du divertissement. Cela est dû à nos activités individuelles, mais aussi aux activités qui sont liées aux autres. Je suis personnellement impliqué dans le cours Copyright X. Ainsi, dans le cours Copyright X, on parle aussi de Creative Commons. »

C'est aussi l'expérience de Primah, de CC Ouganda :

> « Il y a le cours Copyright X... les gens qui sont venus nous rejoindre. Nous leur avons appris le copyright et cette culture du partage et comment nous pouvons passer d'un environnement restrictif à celui qui soit ouvert. »

Kayode de CC Nigeria a mentionné que les projets comme Copyright X, Kumusha Bus et l'École de l'ouverture, qui ont eu lieu dans la région chez plusieurs adhérents CC à la fois, recevaient un meilleur accueil local - ceci est dû aux projets régionaux renforçant la pertinence « mondiale » de CC et le travail :

> « L'une des raisons pour lesquelles l'École de l'ouverture a été en mesure de vendre, c'est que nous avons dit que l'École de l'ouverture existait dans cinq pays africains. Les Nigérians ont été heureux d'apprendre que quelque chose qui se passait en Afrique du Sud se passe aussi au Nigeria. Cela se passe au Kenya. La chose merveilleuse est que cela s'est déroulé dans les cinq pays et que le Nigeria avait un programme de cinq semaines qui était le plus long de tous. Ce fut une sorte de coup de pouce moral parce que j'ai été en mesure de vraiment intéresser les gens et je pense qu'il y a eu une très grande participation. Alors, voilà ce que la communauté régionale nous donne. »

Au-delà de l'éducation au copyright et de sa défense, il y a également eu un impact massif

[22] CopyrightX est un cours en réseau de douze semaines qui a été proposé chaque année, depuis 2013, sous les auspices de Harvard Law School, de l'initiative d'enseignement à distance HarvardX et du Klein Berkman Center for Internet and Society. Le cours est réalisé à l'extérieur des États-Unis par des organisations adhérentes : http://copyx.org/affiliates/

via le contenu qui a été produit. Le contenu le plus ciblé se trouve dans les Ressources éducatives libres (REL). Comme le dit Megan de Siyavula, les produits REL, non seulement atteignent leur objectif initial d'égalisation dans le monde de l'éducation, mais communiquent également à propos de CC et des licences ouvertes.

> « Les gens qui ont le plus profité sont les enseignants et les apprenants dans les écoles. À ce jour, nous avons eu d'innombrables courriels et messages d'apprenants et d'enseignants faisant référence à des livres et du contenu qui a été livré il y a 2 ou 3 ans. Tout notre contenu est disponible en ligne et sans frais, de sorte que les enfants peuvent le lire gratuitement. Le fait qu'il soit sous licence libre a eu un impact énorme chaque jour sur les apprenants parce qu'ils peuvent vraiment accéder simplement au contenu dont ils ont besoin pour réaliser leurs études. Nous engageons aussi les individus dans le processus et ils ont vraiment appris la puissance de la communauté et la collaboration. Certains enseignants avec lesquels nous avons travaillé ont réalisé leurs propres événements, en créant de nouvelles ressources à partir de l'un de nos manuels scolaires. »

De la même manière, des citoyens, des entrepreneurs et des entreprises ont trouvé le concept de CC libérateur. C'est particulièrement vrai dans les pays où l'éthos était auparavant plus traditionnel et structuré. En Ethiopie, Seble rapporte que :

> « La communauté s'inspire de jeunes entrepreneurs, d'innovateurs TIC et de start-up. En dehors de cette communauté, qui pourrait être classée comme une organisation à but non lucratif, nous avons eu des sociétés privées intéressées par ce que nous faisons et par l'accès libre. Un exemple : une entreprise privée de haute technologie qui voulait plus d'informations sur CC. Ainsi, nous ne travaillons pas seulement pour parler à cette petite communauté d'Éthiopiens, mais également à des entreprises privées. »

Les équipes tiennent absolument à ce que le travail qu'elles font contribue à une plus grande puissance de CC dans le monde. La marque CC fonctionne bien et être capable de parler et de présenter sous le logo CC rend le travail plus facile. Dans un sens, il s'agit d'un renforcement des capacités pour les avocats eux-mêmes. La marque donne aux adhérents un point d'entrée facile, parce que ce sont eux qui doivent expliquer. En outre, il y a un sentiment de fierté dans l'impact personnel qu'ils créent sur la marque mondiale. Comme Aristak de CC Tanzanie le raconte :

> « Oui, je suis fier que Creative Commons soit compris par tant de personnes à Dar es Salaam, en particulier. Nous sommes en train de planifier notre développement dans le pays. Où que vous alliez, ils vous interrogent sur Creative Commons, parce qu'ils ont vu que vous parliez de Creative Commons. Nous avons également fait des formations dans les écoles primaires et secondaires. Je pense que c'est ce qui pourrait compter comme

> l'une des réalisations. De plus, nous sommes présents dans certaines des institutions, comme la Société du copyright de Tanzanie. Ils nous posent beaucoup de questions à propos de CC. Chaque fois qu'ils effectuent des présentations, ils nous demandent de leur écrire quelque chose à propos de Creative Commons afin qu'ils puissent également s'exprimer à ce sujet. Chaque fois qu'il y a quelque chose au sujet du copyright, ils nous appellent toujours et nous demandent d'en parler. »

Les équipes et les personnes interrogées ont fait un travail essentiel sur le terrain pour diffuser la nouvelle des nombreux avantages que présente l'adoption des licences CC et des pratiques ouvertes. Comme indiqué ci-dessus, cela n'a pas été une tâche facile !

Dans de nombreux cas, ils ont estimé qu'ils seraient plus avancés dans leur plaidoyer et dans l'adoption des licences, s'il y avait eu plus de soutien formel et accessible de toutes sortes - moral, mise en réseau, financement ou simplement remue-méninges d'idées et une stratégie de la part de collègues au niveau mondial ou régional.

La majorité de l'aide demandée n'est pas financière, mais prend la forme d'un appui sur les expériences des autres. Cela pourrait se faire par le biais d'un accès efficace à l'information à partir de l'expérience collective de CC à l'échelon mondial, afin de trouver une solution aux lacunes locales ou de les contourner. Alors que les adhérents peuvent ne pas avoir épuisé toutes les façons dont ils peuvent s'aider eux-mêmes, ils ressentent de plus en plus un manque de soutien ou un isolement dans ce qu'ils font. Bien que ce soit valable, étant donné les 85 adhérents, la DG de CC devrait, à terme, réfléchir à des moyens d'ouvrir le dialogue entre d'autres régions et trouver des moyens de soutenir les adhérents alors qu'ils se développent et travaillent sur la durabilité.

Aide directe que le réseau mondial pourrait offrir aux adhérents

La relation entre les adhérents locaux et les réseaux mondiaux et régionaux devrait se faire dans les deux sens. En ce moment, il ne semble pas que cela circule ainsi dans les deux sens, comme cela devrait se faire. Les personnes interrogées, bien que se consacrant à leur travail, ont vraiment le sentiment de ne recevoir aucun soutien et d'avoir perdu le contact avec la communauté mondiale plus large. Lorsque les gens font partie de la grande communauté, c'est grâce aux efforts proactifs spécifiques de la part de l'individu, et ces efforts personnels pour se connecter et collaborer avec les collègues régionaux et mondiaux ont entraîné des résultats positifs et progressifs.

Dans de nombreux cas, un soutien *ad hoc*, mais essentiel, a été apporté par des collègues d'autres adhérents et des mouvements d'ouverture similaires. Cet appui a été disponible uniquement en raison de demandes proactives et des relations personnelles directes entre la personne interrogée et celle qui l'a aidée.

Plusieurs personnes interrogées, notamment Kayode au Nigeria et Seble en Éthiopie, ont mentionné que Kelsey Wiens, responsable public de CC Afrique du Sud et de Open Textbooks4Africa, a joué un rôle crucial en les mettant en contact avec d'autres mouvements. Kayode a expliqué que Kelsey a également joué un rôle important dans la mise en place d'un groupe d'utilisateurs de Wikimedia au Nigeria. Il a énuméré les membres du mouvement qui avaient été d'importants mentors :

> « J'apprécie Jane pour son influence. Elle a fait beaucoup pour nous soutenir chez CC Nigeria. Dans tous les projets que nous avons réalisés, elle a été en mesure de nous relier à d'autres mouvements d'ouverture, à l'outernet et bien d'autres qui ont en quelque sorte soutenu notre travail. Une autre personne que j'admire beaucoup est Kelsey. Elle a fait beaucoup pour nous aider, pour assurer le leadership et le mentorat pour nous. Et puis, il y a Gwen, coordinateur régional européen. »

Ce genre de soutien informel a été possible, car la plupart des adhérents estiment que leurs homologues sont des âmes sœurs. Comme Seble l'explique :

> « Les adhérents africains nous aident... parce qu'en raison de notre culture nous sommes semblables dans une certaine mesure ; en fait, dans une large mesure, nous sommes semblables ! Ainsi, il est facile de communiquer, de comprendre nos difficultés, notre potentiel, nos priorités et nos questions. Nous nous comprenons et c'est très facile de nous entraider. Nous avons reçu de l'aide du Nigeria (nous voulions obtenir Copyright X en Éthiopie, mais nous ne voulons pas enseigner en anglais Copyright X). J'ai reçu un conseil d'Helen, d'Alex et de Siméon concernant CopyrightX. Et j'ai eu le soutien de Kelsey, de Tobias, de Siméon et d'Alex, en ce qui concerne les autres activités réalisées par la communauté. »

Les relations directes sont recherchées pour contrer un manque de soutien apparent et organisé. La mise en réseau est essentielle pour le succès du travail, de même que la capacité de faire des choses ensemble. Comme Helen de CC Nigeria l'a dit, cela dépend beaucoup de la personnalité.

> « Nous travaillons tous sur le même projet, vers les mêmes objectifs et le même programme d'action. À un moment donné, CC Nigeria et CC Monde se retrouvent ensemble lorsqu'il y a des congrès, et puis certains projets sont parrainés. La table ronde sur laquelle nous travaillons et qui, comme je le comprends, est notre proposition, a vu son financement approuvé.
>
> « Voilà certains des liens que je vois. En outre, la connexion avec CC monde a été plus importante d'un point de vue individuel. Je sais que Kayode discute beaucoup avec CC Monde. Je pense aussi que c'est exactement mon propre mode de fonctionnement. Je

> n’ai pas eu beaucoup d’échanges avec CC Monde. »

Alex Gakuru affirme que les deux coordinateurs régionaux ont veillé à ce que le plus grand nombre de représentants de l’équipe africaine assistent aux réunions du Sommet mondial à Buenos Aires et à Séoul. Mais dans l’ensemble du réseau régional, et au jour le jour, d’une semaine à l’autre, beaucoup d’adhérents se sentent déconnectés du réseau mondial. Comme Seble l’indique :

> « CC Monde... J’ai à me plaindre ! Nous ne figurions pas dans la liste de diffusion mondiale et nous n’y figurons toujours pas ! J’ai demandé et Nebiyu a également demandé, mais nous n’étions pas la priorité. Nous ne savons pas ce qui se passe, car nous avons seulement obtenu les informations de la liste de diffusion de CC Afrique. Cela signifie que nous ne savons pas ce qui se passe au niveau mondial. Nous obtenons des renseignements généraux que CC donne à toute personne qui a souscrit à leur liste de diffusion, mais indépendamment de cela, nous ne faisons pas partie de la liste de diffusion des adhérents. »

Plusieurs personnes interrogées ont mentionné qu’elles étaient connectées au réseau régional à travers des relations personnelles qu’elles ont développées au fil des ans et non dans le cadre d’une stratégie de communication cohérente et uniforme. En outre, il y a un sentiment de déconnexion entre leur adhésion et le fait de faire partie du réseau régional et du réseau mondial. Primah semble être le plus bouleversé à ce sujet :

> « J’ai simplement l’impression que ce sens de la communauté est en diminution. Maintenant nous avons des couches qui existent, mais ces jours-ci, vous n’avez pas l’impression d’appartenir à ces couches. Je sens juste que c’est ce que j’aimerais faire, j’aimerais faire en sorte que cela revienne. Même au niveau africain, il fut un temps où nous avions une liste africaine que les gens affichaient dans les REL. Nous connaissions les gens dans le mouvement. [...] Pourquoi personne ne parle-t-il ? Ils ont trouvé la mort ? Maintenant vous me parliez du Tanzanien, Paul. [...] Les gens ne publient plus de mises à jour. Mais beaucoup de choses se passent. »

Dans de nombreux cas, il semble, à partir de leurs réponses, que l’information pertinente et les opportunités sont coincées dans un goulot d’étranglement et qu’elles ne parviennent pas jusqu’aux adhérents. Il semble qu’à moins qu’ils ne soient proactifs et recherchent l’information et les opportunités, ils n’ont simplement pas accès à l’information mondiale. Lorsqu’on lui demande comment il se sent connecté au réseau mondial, Aristak de CC Tanzanie a répondu :

> « Je pense que c’est 50/50. Nous n’avons pas reçu tellement parce que nous ne sommes pas tellement impliqués. Si nous étions plus impliqués, nous pourrions, bien

sûr, apprendre beaucoup de vous autres ou du réseau mondial. Mais pour la partie régionale, je pense que nous avons eu beaucoup de conversations entre nous ; nous avons discuté d'un grand nombre de questions. Je pense que nous trouvons que c'est ok. Mais pour la partie mondiale, on n'en est pas encore là. Parce que je vois beaucoup d'activités se déroulant à l'extérieur, mais la Tanzanie n'en fait pas partie. »

Il en est de même pour Primah qui déplore le manque actuel de communication et de connexion et se sent déconnectée de la communauté mondiale. Elle avait l'impression de faire partie de la communauté mondiale et de bien connaître des personnes via l'échange d'e-mails. Ce sens de la connexion communautaire avec les collègues dans le monde existait auparavant. Cependant, depuis 2012 et le passage à des coordinateurs régionaux, il a disparu.

« Il me semble qu'une grande distance a été créée ces derniers temps entre le réseau mondial et le réseau local. Dans le passé, il y avait cet échange des experts et de la communauté. J'ai simplement l'impression qu'une certaine distance s'est créée. C'est ce que je ressens. Il semble que, de nos jours, lorsqu'une communication arrive, c'est comme si elle tombait du ciel. Vous vous demandez juste, qui sont ces gens ? Que disent-ils ? Pourquoi disent-ils cela ?

« Ou, pour une fois, Tobias fera parvenir une communication de Ryan : « Ooh la communauté, nous nous sentons comme ça, bla bla bla... Oh nous avons eu une consultation, notre communauté est ça... ».

« Ce n'était pas comme cela dans le passé. »

Certaines personnes interrogées ont exprimé leur frustration et déception autour de l'absence de soutien proactif de la part des coordinateurs régionaux sous la forme d'un partage d'expériences et la fourniture d'un accès aux systèmes mondiaux. Comme le dit Kayode :

« Je vais commencer par vous [Alex] et Tobias. Je pense que nous pourrions utiliser beaucoup d'indications de vous deux. Vous avez fait beaucoup, mais je pense qu'il y a beaucoup plus que vous pourriez faire : des indications sur la façon de procéder. Vous avez beaucoup plus d'expérience que nous. Vous avez parlé devant divers auditoires. Ainsi, plusieurs fois, peut-être une fois par mois, vous pourriez demander : « Oh, que faites-vous ? Pourquoi ne le faites-vous pas ? Cela pourrait aider. »

Cette nécessité d'une participation et d'une orientation plus importantes des coordinateurs régionaux s'applique également aux demandes d'accès au financement ou même aux suggestions pour une prestation en nature. En Éthiopie, Seble explique :

« Nous avons demandé un soutien en termes de collecte de fonds, comme la manière de mobiliser de l'argent ou de s'autofinancer. Nous n'avons pas besoin de beaucoup d'argent ; tous les membres de l'équipe comprennent que c'est un service bénévole que nous rendons à notre communauté, à notre pays et aux gens. Nous avons besoin d'un peu d'argent pour organiser des événements, par exemple pour les collations. C'est très difficile, si vous êtes d'un pays pauvre, car nous ne prévoyons pas d'utiliser notre propre argent.

« Alors, nous avons demandé un soutien pour le financement auprès des coordinateurs régionaux CC et nous n'avons pas reçu toute l'aide dont nous avions besoin. Nous avons obtenu des conseils en ce qui concerne le projet de traduction et le projet Luwi ainsi que des adhérents d'Afrique du Sud et du Kenya. Nous avons reçu autant d'informations que nous avions besoin, mais nous aurions pu faire mieux, si nous avions eu une aide supplémentaire. »

De toute évidence, les adhérents CC estiment qu'ils sont seuls, livrés à eux-mêmes. C'est ce qu'explique Edefe dans la façon dont ils ont conclu des alliances stratégiques pour essayer de rendre le travail de CC Nigeria applicable à un programme davantage national qui puisse être géré avec leurs ressources :

« Nous sommes principalement basés à Lagos où la plupart des événements sont organisés. Kayode a fait quelques tentatives d'élargir le réseau en dehors de Lagos. Il a travaillé avec le Nigerian Institute of Advanced Legal Studies[23] qui est un organisme national influent et une organisation publique qui pèse plutôt lourd. Nous avons également essayé de développer le réseau pour inclure l'Université ouverte. À un moment donné, Helen a parlé à l'UNESCO. Il y a donc eu un effort d'expansion de la communauté locale à Lagos vers un plus gros projet national. »

Comme mentionné précédemment au niveau de la mise en œuvre, les adhérents souhaiteraient que la communauté sache ce qu'ils font localement. La validation de leur travail est importante. Comme l'a si bien dit Aristak :

« Ce que nous prenons pour le réseau... L'une des choses les plus importantes, ce sont les questions sur CC en Tanzanie et que nous les partagions avec le monde ! Nous sommes sur le point d'effectuer une formation à Iringa [région de Tanzanie]. Nous allons documenter ce que nous faisons et ensuite nous allons le porter à l'échelle mondiale, pour que le monde puisse voir ce qui se passe en Tanzanie ! »

Ils souhaitent se connecter à d'autres et partager leurs expériences, mais ont tendance à retenir que, à un niveau personnel, ils ne savent pas qui sont les bonnes personnes

[23] http://www.nials-nigeria.org/

pouvant les aider et ils ne sont pas sûrs qu'elles seraient intéressées de toute façon. Il y a une réelle volonté, et même une soif, de se connecter au projet mondial. Il y a un appétit pour plus d'engagement et la nécessité d'y participer, pour apprendre et acquérir de l'expérience de projets mondiaux ou régionaux plus concrets. Comme Edefe dit aussi :

> « Pour l'éducation, le réseau mondial nous ouvre essentiellement des perspectives et nous expose à des possibilités ouvertes qui sont dehors, là, et pour ce que nous pouvons lui apporter. C'est pourquoi Yara[24] a été très important pour moi. L'un des plus grands objectifs de Yara a été de prendre la voix africaine et de la mettre sur la scène mondiale. Alors, je pense que c'est ce qui a été la plus grande chose à laquelle nous souhaitions participer : voici ce que les jeunes Africains ont écrit à ce propos ; voici ce qu'ils disent ; voici ce qu'ils pensent - intellectuellement, socialement. Alors, [la chose à laquelle nous voudrions participer], ce serait les voix qui étaient laissées de côté auparavant. »

Kayode recherche spécialement des occasions de travailler sur des projets mondiaux CC afin de pouvoir enrichir de cette expérience les projets locaux.

> « Heureusement, je n'ai pas été en mesure de choisir entre local et international. J'ai été impliqué à l'échelle internationale. J'ai rejoint plusieurs comités, quelques groupes de travail avec la DG de CC. Si j'avais à choisir entre local et international, cela affecterait le type de projet. Je vais vous donner un exemple... Récemment, quelqu'un de la DG de CC a posté une offre pour travailler comme administratif pour le projet de traduction et j'ai posé ma candidature. Ce qui m'a motivé, c'est que je tiens à faire les traductions à l'échelle locale. Je pense donc que si je peux le faire, je devrais recevoir une expérience technique sur le terrain, [en vue du moment] où nous aurons finalement besoin de faire des traductions locales. Je pense donc que ce genre de projets doivent se produire à l'échelle internationale et locale. »

Non seulement l'un et l'autre se complètent, mais s'ils veulent augmenter le nombre de leurs adhérents CC et les faire passer à l'étape suivante, leur sentiment d'importance mondiale et la nécessité de l'expérience comptent. Comme Helen le dit :

> « L'échelon mondial a beaucoup fait. Actuellement, la plupart de nos projets sont conçus avec leurs propres objectifs. Ils [CC Monde] ont fourni le soutien dont nous avions besoin, nous devons donc les en remercier. Par exemple, même lorsque nous avons assisté à la conférence centrale à Abuja, nous avons reçu le soutien de CC Monde. Pour l'École de l'ouverture que nous avons organisée il y a quelque temps,

[24] Young African Research Arena est un forum permettant aux jeunes Africains d'exprimer leurs idées et de développer leurs compétences en recherche et en rédaction afin d'être en mesure de le faire plus efficacement, http://www.yararena.org/

> nous avons reçu le soutien de CC Monde. La table ronde que nous allons organiser a bénéficié du soutien de CC Monde. Nous avons donc reçu cela d'eux. Aussi, je pense qu'ils obtiennent beaucoup d'avantages de nous parce que nous représentons CC et portons CC jusqu'à la base au Nigeria, aux gens qui en ont besoin. Sans notre présence, CC Monde n'aurait aucune pertinence pour le Nigeria. »

Il y a beaucoup d'éléments pour lesquels, afin de croître et se développer en tant que communauté, les adhérents estiment qu'ils ont besoin de davantage de soutien du réseau régional et mondial. Parmi ceux énoncés ci-dessus, il y a notamment :

- une présence plus visible de la marque CC dans leur pays ;
- le renforcement des relations personnelles à travers une communication plus directe ;
- la réintégration des réseaux de communication régionale dans le réseau mondial ;
- le soutien stratégique à des activités de sensibilisation et de plaidoyer ; et
- une approche de collaboration concernant la connexion et l'engagement avec les partenaires de la DG de CC et les groupes régionaux et alignés.

La relation entre mondial et local est importante. Elle devrait être en symbiose, mais pour le moment, elle semble être sous forte pression. Il semble que ceci soit en partie lié au goulot d'étranglement créé par les coordinateurs régionaux. Il faut faire davantage pour soutenir la circulation de l'information, la communication et le soutien de projets dans les deux sens ; pour impliquer les membres adhérents CC dans plus d'activités à l'échelle mondiale et pour apprendre de leurs interventions et activités locales en retour.

Soutien direct et indirect pour les adhérents

Il n'est pas surprenant que, comme le mentionnait plus haut Seble et ainsi que toutes les autres personnes interrogées l'ont confirmé, un financement et un soutien en nature représentent une grande partie de leurs besoins. Il ne faut pas oublier que les affaires et la culture juridique sont très formelles dans les pays d'adhésion de CC.

Presque toutes les personnes interrogées ont exprimé un désir de stabilité et de cohérence grâce à un certain type de soutien institutionnel. Dans de nombreux cas, le fardeau personnel est lourd. Comme Primah l'exprime en discutant de ses rêves pour l'avenir de CC Ouganda :

> « Mon espoir et mon inquiétude sont d'avoir une personne qui coordonne CC Ouganda. Quelqu'un qui va être responsable. Je crains également de ne pas avoir le temps de le faire... Et alors peut-être que personne ne le fera. »

Aristak a également mentionné le désir et le besoin d'une équipe stable, dédiée, ayant la capacité d'adopter une stratégie à long terme :

> « Je veux commencer avec l'espoir que, à un certain point, nous aurons une équipe d'employés permanents de Creative Commons pour exécuter toutes les choses en Tanzanie, en particulier sur les questions relatives aux licences Creative Commons. Cette équipe permettra de former les gens, de faire du lobbying auprès du gouvernement, de défendre les licences Creative Common dans différents [ministères] dans tout le pays, afin que les gens arrivent à comprendre les activités de Creative Commons. »

Comme l'explique Kayode, l'une des principales frustrations a été d'accéder à une cagnotte locale afin de réaliser de petits événements.

> « Nous avons besoin d'autant de fonds que nécessaire pour les événements que nous avons besoin d'organiser. Le plus grand défi consiste à obtenir un financement local pour mener à bien les événements. La plupart du temps, je ne veux pas continuer à harceler CC pour de l'argent... Et j'ai senti qu'il fallait que j'améliore la collecte de fonds locale ou que je mette mon propre argent dans le pot. Je voulais aussi être indépendante. C'était un gros défi ! »

Beaucoup ont aimé le Fonds fabuleux (*Awesome Fund*), mais je ne crois pas qu'il y ait eu suffisamment d'occasions de ce genre ou qu'il ait été assez souple pour la planification à long terme des projets. Comme Aristak le suggère :

> « Nous apprécions le petit soutien que nous recevons du réseau mondial, comme le Fonds fabuleux. Nous avons obtenu quelques financements et puis la dernière fois, nous avons aussi eu des fonds pour faire la formation pour les enfants de l'école. Nous apprécions cela et, à l'échelle mondiale, nous avons beaucoup à apprendre du site internet lui-même, des blogs et d'autres e-mails que nous recevons et des mises à jour. Nous les faisons descendre jusqu'au niveau local, mais nous avons encore besoin d'une plus grande exposition à la perspective mondiale. »

Cependant, les adhérents notent que la fourniture d'un accès à différents modèles de financement au niveau mondial pourrait être une bonne solution pour assurer un soutien aux projets à court terme et à long terme. Un financement composé de plusieurs couches ou courants pourrait comporter différents délais d'application et des processus pour des projets institutionnels ou d'organisation d'événements (depuis les salons jusqu'à la Convention africaine), à long terme (comme une École de l'ouverture annuelle et le Projet Luwi de CC Éthiopie), puis pour des projets ponctuels (lecteurs de traduction, etc.).

En plus du soutien financier direct, de nombreux adhérents ont exprimé le désir de relations formalisées à créer entre les leaders d'opinion qui sont près du mouvement et les partenaires de la DG de CC et les projets locaux de ces partenaires. De cette façon, un soutien en nature peut être fourni. Le travail sur des projets mutuels de plaidoyer en est l'illustration. Le travail du groupe d'utilisateurs Wikimedia du Nigeria sur une foule de projets introduit pour la première fois l'option des licences CC auprès des nombreuses personnes avec lesquelles il travaille. Comme l'explique Kayode, ce n'est pas seulement un soutien en nature qui est nécessaire, mais l'approbation en outre du projet et un accès étendu aux opportunités :

> « Ainsi, certaines de ces organisations ont des projets [existants] et nous soutenir ne leur coûterait rien ou presque. Nous n'allons pas demander d'énormes sommes d'argent, mais ils ne sont tout simplement pas disponibles pour nous prêter une oreille attentive. Mais si, par exemple, la DG de CC peut facilement demander à Google aux États-Unis de contacter Google ici au Nigeria et dire « écoutez-les, ils font partie de notre groupe ! » La DG de CC peut leur parler en notre nom et nous, à notre tour, nous serons en mesure de mettre en œuvre des projets au nom de la DG de CC. »

Alors qu'il semblerait qu'il y ait un désir de plus d'argent, la majorité de l'aide demandée n'est pas financière, mais prend la forme d'un appui sur les expériences et les relations des autres.

D'autres possibilités pourraient venir d'un travail plus étroit avec Open Street Maps, Code pour l'Afrique ou, par exemple, les projets et les possibilités offerts au niveau régional par l'Open Society Institute, plus formellement lié à l'adhérent local.

Principales tendances que les adhérents identifient pour l'avenir

Les équipes d'adhérents CC ont beaucoup de plans ambitieux. À travers leurs espoirs pour l'avenir, on peut identifier les travaux sur la politique gouvernementale, alors que prolifèrent également les licences CC dans une variété de communautés et secteurs, mais surtout parmi ceux qui produisent du contenu sous licence CC. Ces secteurs comprennent les organisations GLAM (artistes, musiciens et patrimoine), l'éducation (en travaillant avec les éducateurs, les enseignants et les étudiants), mais aussi les pouvoirs publics et leur contenu (statistiques, données, etc.).

Seble considère que CC Éthiopie et, plus largement, le réseau régional africain, sont responsables pour amener un changement d'attitude essentiel :

> « Localement, en Éthiopie, je veux voir davantage de travaux des différentes régions, cultures et des environnements qui sortent sous licence CC. À travers l'Afrique, je veux

que nous ayons le sens de la propriété. CC Afrique manque peut-être d'équipes d'adhérents en Afrique, mais si nous étions, en quelque sorte, en mesure de considérer CC non pas comme un bailleur de fonds, mais avec le sens de la propriété. Si nous pouvions être en mesure de faire *nôtre*, raisonnable du point de vue du contexte, ou même en fonction de notre participation, notre contribution à la communauté mondiale et aussi en termes d'enseignement de notre peuple. Faire en sorte que ce ne soit pas seulement un concept étranger ; c'est pour le bénéfice du public. Que même si c'est bien développé, à l'extérieur il peut encore être utilisé pour notre bien. »

Kayode a un rêve similaire, mais un qui implique que les adhérents CC plaident en faveur d'un nombre d'adhérents plus élevé dans la région.

> « Nous allons améliorer notre propre communauté. Alors, on peut aussi diffuser Creative Commons en dehors du Nigeria vers l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Je suis heureux qu'il se passe quelque chose au Cameroun. Quelque chose pourrait se produire au Togo. Le Ghana était sur le point de nous rejoindre juste avant le sommet mondial, je ne sais pas ce qui est arrivé. [...] Nous allons influer sur notre communauté. Nous allons influer sur notre région. Nous allons avoir CC en Afrique de l'Ouest. »

En accord avec leur dévouement à leur pays, beaucoup rêvent de la mise en œuvre d'un espace où CC ait un impact réel sur la vie quotidienne et les affaires. Seble estime qu'en se concentrant sur les jeunes, l'avenir est sûr :

> « L'idéal serait que tous les jeunes participent à cette œuvre et de les voir partager certains de leurs travaux ou la totalité, si possible, de tout ce qu'ils veulent partager en ligne et aussi hors ligne. La jeunesse est ce qu'il y a de plus important parce que c'est la jeunesse qui perturbe le pays à l'heure actuelle. Ils sont puissants, si nous pouvons les convaincre, ce qui est très facile. Ils représentent 60 % de la population ! »

Helen est excitée au sujet du Nigeria qui est à l'avant-garde des politiques juridiques ouvertes dans la région :

> « Je veux un CC au Nigeria où CC se reflète dans les politiques juridiques de telle manière que même les décideurs politiques comprennent ce qu'il en est et ce qu'ils ont à faire. Où ils comprendront que CC est très pertinent pour d'autres projets qui aident d'autres pays en développement en termes d'accès à l'information, comme l'éducation ouverte. Des informations auxquelles de nombreuses institutions au Nigeria commencent à s'éveiller, comme la publication en libre accès. Je veux voir une communauté qui comprend tout cela et que CC est utilisé comme modèle ; une fondation pour leur permettre de mettre en œuvre correctement ces politiques d'ouverture et d'autres similaires.

« Le Nigeria va être à l'avant-garde de la défense CC, à l'aide de CC, en mettant en œuvre les politiques CC en Afrique ! Je suis donc pleine d'espoir à ce sujet et je suis vraiment optimiste ! »

Cela dit, Helen est également consciente que les choses doivent changer au niveau interne chez l'adhérent pour que cela arrive.

« C'est l'origine de mes craintes. Nous avons besoin de mettre de l'ordre dans notre maison et dans nos actes. Allons-nous jamais être en mesure de le faire, étant donné les défis actuels ? Faut-il commencer à envisager un transfert des rôles et des changements de ce genre ? Les choses changent [...] aujourd'hui, c'est une institution très stratégique et je crois que nous n'aurons de cesse de jouer un rôle très important, quels que soient les défis. Mais nous pourrions faire mieux et il en va de même pour d'autres institutions qui sont impliquées.

« Je nourris donc de très grands espoirs pour CC Nigeria ! Tout bien considéré, quels que soient les défis. Au fil du temps, nous allons certainement faire des progrès... Le problème, c'est la vitesse avec laquelle nous allons le faire. »

Mark, coresponsable public de CC Afrique du Sud et directeur général de Siyavula, porte les deux casquettes institutionnelles tandis qu'il rêve de créer un modèle durable de REL.

« Je pense concernant les REL... que des valeurs-clés, des qualités et des produits devraient être développés sans qu'ils ne soient une démonstration [et un bénéfice] de l'enseignement supérieur aux États-Unis, mais qu'ils fonctionnent au niveau de l'école dans les pays en développement - parce que nous voulons vraiment avoir un impact ! Quel est le modèle de durabilité que nous demandons ? Peut-on en élaborer un que nous puissions montrer ? Pour moi, c'est vraiment... C'est tout à fait évident. Nous espérons le réaliser et le déployer d'autres pays. »

Comme Mark, Primah, Aristak et les autres l'ont exprimé, la durabilité est la clé. Beaucoup se sentent sous-financés et surchargés. Comme Primah insiste :

« La disponibilité humaine et les ressources financières sont nécessaires parce que nous planifions, mettons en place la stratégie, mais les finances ne sont pas là. Alors, la prochaine fois que nous avons une stratégie, ce devrait être quelque chose que nous pouvons faire sans sentir qu'on va nous mordre à la lecture de notre rapport. »

En rêvant de l'endroit où entraîner CC Nigeria dans l'avenir, Edefe estime également que la durabilité assurera l'avenir du projet dans son pays.

> « Je veux suffisamment d'argent pour soutenir ce projet pour quelque chose comme dix ans [...] pour avoir un bureau permanent à Lagos, embaucher des gens, de sorte qu'il soit autosuffisant pendant les 5-10 premières années et construire quelque chose où les gens voudraient investir. Avoir peut-être une ou deux personnes dédiées qui nous permettent d'atteindre l'objectif en rassemblant notre propre contribution et les ressources. Un petit secrétariat qui nous aiderait à accroître nos possibilités, pour construire nos réseaux. Elles rechercheraient les personnes à joindre et alors Kayode, Helen et moi, nous pourrions mettre davantage l'accent sur les sujets de haut niveau : rencontrer des gens, leur parler ! Et ne pas s'inquiéter du montant que cela va coûter pour se rendre quelque part ou pour rassembler toutes les ressources nécessaires pour aller voir quelqu'un. Ce serait quelque chose qui pourrait aider ! »

Un manque de stabilité et de longévité semble être à l'origine d'une certaine anxiété pour l'avenir. Les adhérents sont surtout anxieux au sujet de la dissolution des liens communautaires et de la perte de membres de l'équipe. Seble résume ce sentiment d'insécurité :

> « Si nous pouvons être du côté du public et appuyés par le gouvernement ou un groupe de personnes très influentes, alors nous pouvons survivre et continuer pour que cela subsiste. »

Ils craignent également de ne pas être compétents ou compris par leur communauté, s'ils ne peuvent pas présenter la proposition CC dans une langue spécifique ou d'une manière que les gens au niveau local puissent adopter. Cela pourrait être aussi simple que de le présenter dans la langue locale - telle que l'amharique, comme CC Éthiopie essaie de le faire. Comme l'explique encore Seble :

> « Nous voulons avoir une licence CC en amharique parce que, à mon avis, c'est très abstrait. Imaginez que vous veniez d'Éthiopie et, qu'en raison de votre histoire, l'anglais ne soit pas votre langue maternelle. Nous avons près de 80 langues différentes, mais il y a 4 langues principales qui sont largement parlées. L'une d'elles est l'amharique. Nous voulons que les gens aient une bonne compréhension de CC. Nous ne voulons pas les pousser à comprendre, nous voulons que ce soit facile pour eux. »

Cela soulève cependant la question plus large de l'utilisation d'une langue accessible ou d'un langage non scientifique dans les kits de ressources et le matériel de communication, de sorte que les gens puissent rapidement et facilement voir comment cela s'applique à leur contexte.

De plus, les adhérents CC sont conscients qu'ils ont besoin d'agir rapidement avec le gouvernement avant que sa politique ne devienne plus draconienne ou réduise leurs efforts

à néant. Aristak expose ses craintes et son anxiété à propos de l'avenir du projet :

> « Les pires scénarios sont un changement dans les politiques gouvernementales et les enjeux autour de la finance. Ce serait le pire. »

Kayode partage la même anxiété.

> « Nous redoutons d'avoir vraiment à faire face à une opposition en essayant de contacter le gouvernement. Il faudra beaucoup de démocratie, beaucoup de va-et-vient, beaucoup de pression, beaucoup de temps et y consacrer beaucoup d'efforts. Et puis après, nous aurons juste une absence de résultats. Donc, c'est réellement une angoisse... l'opposition du gouvernement. »

Les principales tendances identifiées par les personnes interrogées sont principalement axées sur l'expansion de CC au sein de leur pays et les personnes bénéficiant de son déploiement. Ces projets ambitieux vont du changement systémique à l'implication des jeunes, de la génération suivante et du gouvernement. Pourtant, par ailleurs, il y a pénurie de base dans le personnel, le financement et la volonté politique. Il est intéressant de noter l'écart entre leurs plans pour l'avenir et leur capacité actuelle qui affecte l'aptitude à réaliser ces rêves. Les adhérents eux-mêmes sont conscients de leurs problèmes de capacité, mais ne semblent pas avoir mis en place une stratégie à long terme. Élaborer une stratégie locale à long terme, qui soit en ligne avec la stratégie régionale pourrait aider à mettre un terme à tout épuisement possible et faire en sorte que le renforcement des capacités puisse être intégré à la stratégie et planifié.

Leçons au niveau local et les meilleures pratiques susceptibles d'être développées par le réseau mondial

En ce qui concerne la culture organisationnelle, les bénévoles CC à travers l'Afrique CC sont très bons pour forger leur propre espace CC malgré de nombreux obstacles. Avec une attitude passionnée et leur capacité d'adaptation, ils ont adopté CC malgré les défis institutionnels et un manque d'effort proactif ou concerté de la part des coordinateurs régionaux. Ils ont fait en sorte que cela fonctionne, même s'ils doivent être seuls.

Ils sont également novateurs et il y a eu plusieurs interventions sur lesquelles ont travaillé les adhérents CC en Afrique qui pourraient être appliquées à d'autres pays et régions avec un succès similaire.

L'École de l'ouverture Afrique s'est ouverte dans quatre pays d'Afrique : le Kenya, le Nigeria, l'Afrique du Sud et la Tanzanie. L'École de l'ouverture Afrique a connecté et synchronisé

l'éducation et les politiques en matière de TIC avec les projets REL qui sont menés, les initiatives d'éducation ouverte et de partage des leçons apprises. Elle a connecté les programmes actuels de l'École de l'ouverture dans l'enseignement primaire et secondaire aux universités et aux réseaux de recherche et d'éducation. L'objectif était de discuter d'une stratégie à l'égard de la réalisation de l'accès universel à l'éducation.

Il en ressort que 4 équipes d'adhérents CC ont participé en réalisant différentes choses sous la même bannière. Cela a contribué à la création d'une excitation et d'une visibilité pour le projet et les REL. Chacune des mises en œuvre dans le pays a été financée par CC à travers un partenariat avec la Fondation TIDES. Il y a eu en outre de très solides animations pratiques par Jane Park de la DG de CC et le projet a été coordonné en Afrique par Simeon Oriko.

Le modèle présenté par l'École de l'ouverture pourrait être utile à réaliser dans d'autres pays, notamment la défense des REL, en présentant à davantage de gens les licences CC et les pratiques d'ouverture.

Kumusha Bus faisait partie du projet #OpenAfrica (et comprenait une formation #OpenAfrica et des kits de ressources #OpenAfrica[25]) en 2014 qui avait été conçu et exécuté par Kelsey Wiens de CC Afrique du Sud et Isla Haddow-Flood de WikiAfrica. Kumusha Bus est une intervention courte et intense, conçue pour former plusieurs communautés en Afrique sur le mouvement ouvert. Destinée à être déployée à travers l'Afrique, cette adaptation de Libre Bus[26] a eu son premier pilote à Addis Abeba, en Éthiopie, en juin 2014, et un autre Kumusha Bus a eu lieu au Ghana en novembre 2014.

Kumusha Bus a été efficace pour rassembler des individus et des organisations partageant les mêmes idées, qui travaillent dans des environnements ouverts, en leur donnant plus de détails et en les encourageant à former un groupe cohérent, autour d'un projet ouvert. Il a contribué à la création de CC Éthiopie. Et, plus récemment, fin 2016, l'équipe de Wikimédiens qui a accueilli Kumusha Bus au Ghana, Raphael Berchie et Felix Nartey, ont été en discussion avec la DG de CC et les coordinateurs régionaux pour établir CC plus solidement au Ghana. Kumusha Bus est un excellent modèle pour l'activation de nouveaux territoires et c'est un modèle qui doit être utilisé à cette fin.

Vers la fin de 2016, le projet Luwi de CC Éthiopie (éléments initiaux financés par le Fonds fabuleux de CC) a finalement été lancé. Le projet Luwi vise à créer une communauté avec la culture qui utilise et partage un contenu ouvert, grâce à une série d'ateliers et d'événements destinés aux campus d'université en Éthiopie. Le projet Luwi a d'abord été conceptualisé pendant l'événement Kumusha Bus à Addis-Abeba.

[25] http://www.wikiafrica.net/toolkits/
[26] librebus.org/

Le projet Open Textbooks 4 Africa (ot4a.org) de Kelsey Wiens' de CC Afrique du Sud a été conçu pour aider à soutenir l'adaptation et l'adoption de manuels scolaires sous licence ouverte dans le sud de l'Afrique. Leur projet pilote a permis la création d'un manuel d'astronomie pour les pays du Sud (*with the sky the right way down* - avec le ciel le bon chemin vers le bas) et le soutien de l'adoption des manuels scolaires sous licence qui sont actuellement disponibles. Il y a eu beaucoup d'enthousiasme pour le projet, en particulier parmi les universitaires et c'est quelque chose qui peut se décliner dans d'autres régions.

En plus du projet Luwi, l'accent mis par l'Éthiopie sur la traduction des licences et d'autres documents d'information dans les langues locales est une activité très positive et devrait être encouragée davantage. CC Ouganda a implanté les licences 3.0 à Luganda. De même, CC Nigeria, CC Tanzanie CC et CC Afrique du Sud s'intéressent à la traduction dans les langues locales officielles.

CC Tanzanie a également fait un geste sans précédent pour un pays en développement en ouvrant des bureaux régionaux à travers la Tanzanie. Cela a été proposé et financé par le Fonds fabuleux (*Awesome Fund*) de CC.

Au-delà des projets stimulants et novateurs dont il est question ci-dessus, il y a plusieurs 'compétences non techniques' qui ont été développées dans la région. Ces 'compétences non techniques' comprennent la navigation dans des terrains d'incertitude politique, en présentant des arguments convaincants pour ce qui pourrait être vu comme des outils juridiques inhabituels, alternatifs et donc potentiellement subversifs. La conversation de Kayode avec le directeur de l'Office nigérian du copyright en est un exemple, l'interaction de Seble dans l'environnement notoirement traditionnel de l'Éthiopie en est un autre.

5. Identité collective des adhérents de Creative Commons et le modèle préféré de leadership

Valeurs et buts qui prédominent dans votre région

Les valeurs et les buts qui prédominent dans la région de l'Afrique subsaharienne ne sont pas plus ou moins pertinents que ceux qui dominent ailleurs. Cela peut paraître étrange, car chacune des personnes interrogées provient d'un pays en développement qui connaît des fossés dramatiques entre les riches et les pauvres et d'énormes problèmes de chômage.

Megan croit que Creative Commons a le pouvoir de combler cet écart, d'assurer l'égalité des chances et de changer la société pour le plus grand bien.

« Je pense qu'une simple augmentation de la transparence permet à la société en général d'intégrer davantage l'autre. C'est une expérience qui est agréable pour moi et d'une certaine manière, nous avons été en mesure d'amener des gens différents ensemble. Cela permet aux gens d'avoir un canal de communication ouvert. Pour moi c'est ça être ouvert. »

Oui, la situation sociopolitique domine les politiques et les actions ouvertes du gouvernement, mais les adhérents, comme déjà indiqué, ont les traits universels que partagent les bénévoles et les militants CC à travers le monde. Ces caractéristiques sont d'être relativement jeune, passionné, engagé, efficace, concentré, ambitieux, proactif, désireux d'apprendre, s'adaptant au changement, motivé et travailleur, et aussi d'avoir le goût du travail en équipe, tout en ayant un cerveau de stratège qui comprenne ce qui se passe dans le pays.

Travailler en Éthiopie est une expérience intéressante pour Seble. Étant non conventionnel, Creative Commons laisse penser pour beaucoup de personnes qu'il a le potentiel d'être subversif. Comme elle le dit,

« La société est si conservatrice que nous ne militons pas tant que cela. Nous ne sommes pas très autoritaires. C'est là mon opinion personnelle. Nous sommes un peuple très réservé, c'est peut-être parce que nous sommes religieux. 45 % de la population est musulmane, 55 % est constituée de différents types de chrétiens et le reste est formé de gens qui n'ont pas de religion. Nous sommes obligés d'être modérés. Vous ne voyez pas de personnes portant des bannières, vous ne verrez pas sortir de militants. CC n'influence personne avec la mauvaise méthode. »

L'un des principaux éléments que l'on a soulignés, cependant, c'est la nécessité pour les gens de faire du bénévolat (pour qu'ils sachent qu'ils ne sont pas payés) et de le faire parce qu'ils y croient (ce qui est évidemment lié à leur motivation de le faire gratuitement). Ceci est souligné parce que c'est une attitude inhabituelle en Afrique où l'impératif de joindre les deux bouts est fort. Le bénévolat est considéré comme inhabituel. Mais le partage et la collaboration ne le sont pas. Comme discuté plus tôt, le partage est fort bien ressenti comme une partie de la culture du continent. Comme Edefe le souligne :

« Je pense que la grande chose, notre point commun, est précisément toute cette idée de partage, d'accès au partage. Alors, simplement partager et créer un accès pour un éventail beaucoup plus large de personnes, voilà ce qui semblait être les points fondamentaux sous-jacents, je ne sais pas s'il faut les appeler des valeurs, la meilleure chose ou la plus importante que j'ai vue et qui motive, le partage et l'accès. »

Seble estime que l'ouverture donne une chance de se développer.

> « L'ouverture donne une chance de se développer : lorsque vous partagez votre travail, échangez des informations, collaborez avec des personnes, alors l'ouverture est la norme. Je ne comprends pas l'ouverture libre comme la possibilité de faire exactement ce que l'on veut. »

Helen se réjouit de ce que l'ouverture soit composée de personnes provenant de nombreux secteurs et travaillant ensemble pour promouvoir la cause :

> « Alors, vous avez les créatifs et les gens de la technologie. Je crois donc que ce qui rapproche ces personnes, c'est... tout d'abord parce que nous travaillons sur le même sujet. C'est notre intérêt commun à tous. Les avocats sont là parce qu'ils sont intéressés par le copyright, les technologues parce qu'ils sont intéressés par toute cette technologie qui permet de gérer le copyright, le matériel et les choses comme ça, les créatifs sont là parce qu'ils sont les bénéficiaires. »

Bien sûr, certaines des personnes interrogées croient qu'elles sont, elles-mêmes ou leur région, particulièrement bonnes sur une chose par rapport aux autres. Pour Mark, la puissance de l'ouverture est dans les licences et ce qu'elles permettent à d'autres personnes d'accomplir.

> « Je pense que CC a fait un travail exceptionnel. Toutes les personnes adhérant à CC avec lesquelles nous avons été en contact se sont avérées très précieuses. Mais je pense que la chose la plus importante est l'existence des licences, du matériel et des kits de ressources que nous utilisons pour former les gens à leur sujet. Ils simplifient les questions de copyright et cela signifie qu'ils sont vraiment précieux. Les différentes organisations et adhérents qui essaient de comprendre les différentes façons de faire la formation pourraient s'avérer utiles. »

Bien que Mark soit également conscient que chez Siyavula, ils sont à la pointe de ce qu'ils font, il croit que les outils sont tout aussi bons que le produit :

> « Le fait est que nous pouvons démontrer que le monde a besoin de ce travail d'élaboration d'une politique. Mais nous avons également remporté un véritable succès en termes de construction de communauté, en développant les REL, en étant en contact avec le gouvernement autour de la coordination des programmes scolaires, du développement des écoles qui ont toutes approuvé les livres.
>
> « Les valeurs-clés, les qualités et les produits ? Je pense que nous savons comment développer du matériel mieux que quiconque ! Les valeurs-clés, les qualités et les produits proviennent du matériel sous licence CC. »

Pour Tsion, il s'agit de donner accès à l'information à ceux qui ne peuvent pas se permettre des moyens plus « traditionnels » de distribution des connaissances :

> « Je crois que l'information est un pouvoir. C'est quelque chose qui vous conduit à l'étape suivante, agir ou non sur quelque chose. Avec l'éducation, les gens devraient pouvoir participer. Une personne peut ne pas être en mesure de payer 50 USD pour un livre protégé par copyright, mais elle peut aller sur l'internet, accéder à la même information,et l'utiliser pour acquérir des connaissances. »

Il y a certaines valeurs qui relient la communauté. Il s'agit notamment d'avoir une attitude ouverte, d'avoir la volonté de faire don de votre expertise, de donner de votre temps, de faire du bénévolat. Mais dans la plupart des cas, il apparaît que le lien qui unit, l'excellente motivation de l'ensemble, l'élément qui est le plus apprécié, est un élan pour partager les connaissances avec d'autres en utilisant les licences CC comme chemin d'accès.

Principales caractéristiques d'un leader de l'ouverture

Lorsqu'on les interroge au sujet du leadership, très peu d'adhérents ont appliqué cette question à leur propre expérience. La majorité des personnes interrogées ont répondu par une énumération de caractéristiques. Très peu de gens ont mentionné des personnes dans leur région ou leurs équipes, mais cela pourrait juste être une réticence générale de leur part, ou une mauvaise compréhension de la question. Pour Megan, les principales caractéristiques sont une combinaison d'expérience, d'ouverture, d'intégration et de transparence.

> « Un leader est quelqu'un qui est accessible, quelqu'un qui est ouvert, dans la façon dont il communique. Il ne se sent pas nerveux à l'idée de leur demander de l'aide ou d'obtenir l'opinion d'autres personnes expérimentées. Voilà ce qu'est pour moi un véritable leader. Je pense que c'est quelqu'un qui est également proactif. Quelqu'un qui est activement engagé dans la communauté à qui il continue de parler d'ouverture en général. »

Pour Tsion de CC Éthiopie, il s'agit d'avoir un type de personnalité adéquat :

> « Personnalité peut-être. Si nous regardons Seble... Elle est franche, c'est quelqu'un qui peut être là en tant que leader pour s'exprimer ; avoir l'esprit ouvert, penser en dehors des sentiers battus, être en mesure de s'exprimer et d'être franc. Ce qui importe également, c'est la personnalité. »

Et pour Primah, c'est le fait d'avoir l'intégrité de passer à l'action.

« Les gens doivent effectivement vous voir pratiquer ce que vous proclamez. Vous devez avoir testé et prouvé ce que vous dites. »

Helen a mis l'accent sur les compétences que les dirigeants peuvent partager avec un groupe plus large. Cela a évidemment un intérêt pour la dynamique de l'équipe pour les adhérents :

« Les compétences en priorité ! Je pense que vous devriez essayer de rester pertinent dans un aspect ou un autre ; soit dans la technologie, la défense des droits ou les aspects juridiques. Si vous n'êtes pas bon en technologie, alors vous devriez être bon dans la défense des droits, l'organisation ou la coordination.

« Il doit y avoir quelque chose que vous apportez à la communauté dans un sens ou un autre, nous avons besoin d'une sorte de capacité, quelque chose que vous souhaitez apporter au développement de la communauté. Peut-être que vous êtes bon pour l'organisation des gens, ou vous êtes bon pour vous occuper d'un site web, ou pour lire les documents juridiques. Il y a différentes façons de contribuer vraiment, aussi est-il important, pour toute personne aspirant à être un membre de CC, d'avoir l'une de ces compétences.

« Nos membres sont importants. N'importe qui peut entrer, mais nous avons besoin de gens qui sont prêts à travailler les uns avec les autres, des gens qui sont aussi créatifs. On a besoin de gens créatifs afin de conceptualiser des idées. Nous avons également besoin de patience, de compétences en leadership, en communication interpersonnelle, voici le genre de valeurs dont nous avons besoin. Des gens qui soient prêts à travailler sans attendre d'intérêt. Des gens qui travaillent sans sentiment égoïste. »

D'après les personnes interrogées, les personnes qu'ils estiment incarner le plus ces traits sont à chercher parmi les responsables mondiaux, comme Larry Lessing. Edefe a dit de Larry qu' « il semblait vraiment intéressé par les personnes au-delà de son environnement ». Pour Edefe, les qualités d'un leadership ouvert caractérisaient les personnes qui pensent « plus largement sur les communautés, sur les gens, même en dehors de leur propre espace et leur propre sphère ». Elle a estimé qu'ils devraient avoir :

« une passion pour les gens, surtout les gens à l'égard desquels d'ordinaire on ne se serait pas attendu à ce que vous éprouviez de l'empathie ou pour la condition desquels il est impossible de ressentir de la compassion. Je constate cela également chez de nombreux autres dirigeants ouverts, y compris dans notre propre communauté CC que je connais... ce désir sous-jacent d'apporter des changements.

« Je vois des gens motivés, non pas par un quelconque type de rémunération ou toute

sorte de gain personnel, mais à cause de leur passion pour ce domaine particulier et cette question précisément. Je pense en particulier à Kayode, la façon dont il s'implique et sa motivation. »

Kayode lui-même est d'avis que :

> « Chaque leader ouvert doit être prêt à partager ; chaque leader de l'ouverture doit être prêt à servir. Vous devez être disposé à faire don de vos compétences. Peut-être pas votre argent, mais vos compétences et connaissances, pour aider la communauté. Vous devez également avoir de l'influence, parce que le leadership n'est rien sans l'influence. Vous devriez appeler des gens qui vont servir d'ambassadeurs. »

L'essentiel dans le groupe de personnes interrogées est la croyance que le leadership n'est pas une question de commandement, mais de partage d'idées et d'aptitude à les discuter. Comme Aristak le mentionne,

> « Les gens que vous dirigez s'engagent dans toutes les décisions que vous prenez et, bien sûr, vous partagez l'expérience et les compétences. Être un leader ne signifie pas devoir commander des personnes, vous partagez les idées, les discutez tous ensemble et, ensuite, elles se réalisent ensemble. Il y a implication, engagement ouvert et positivité.

L'essentiel dans leur idée d'un leader ouvert est la conviction qu'une telle personne incarne les valeurs-clés qui ont attiré vers le travail. Il s'agit notamment de partager vos idées et compétences, en donnant de vous-mêmes (même si ce n'est pas de façon désintéressée), en collaborant avec d'autres et en fournissant un accès personnel à de nouvelles idées et des pensées alternatives.

Les adhérents partagent de la fierté dans une réalisation spécifique du mouvement

Comme mentionné ci-dessus, les adhérents affichent une certaine fierté devant ce que les licences, en tant qu'outil juridique, ont été en mesure d'accomplir. Avec Creative Commons au centre du succès de marques reconnues mondialement comme Wikipedia et Mozilla, plus de visibilité à travers les fonctions de recherche de Google et Flickr et l'adoption croissante de la licence par des organismes à but non lucratif, la société civile, des décideurs du patrimoine et des organismes de financement, les gens ordinaires et les organisations plus traditionnelles commencent à y prêter attention.

Comme le dit Megan, la réalisation est dans la façon dont les licences comme outil sont distribuées et faciles à mettre en œuvre, indépendamment de la langue et du contexte :

> « D’un point de vue personnel, l’obtention d’un ensemble de licences qui ont fini par être adoptées autant à l’échelle internationale constitue l’un des grands succès. Avant Creative Commons, nous avons eu un autre ensemble de licences ouvertes que je ne connais même pas, mais je pense que Creative Commons a vraiment travaillé dur pour créer un espace et ils sont connus pour ce qu’ils font. Les licences Creative Commons sont adoptées dans tous les pays, mais il y a toujours cette base sous-jacente à laquelle on peut se référer pour avoir quelque chose de commun entre tous les pays. Creative Commons a été un leader de son temps pour avoir mis en place ces outils pour s’assurer que les gens le font légalement et librement. »

Helen croit également que la force de CC peut servir d’outil pour d’autres projets. Mais elle retire une fierté personnelle dans la façon dont il a influencé sa vie et rejailli sur son professionnalisme.

> « J’aime l’impact que CC possède à l’échelle mondiale, lorsque je lis les témoignages, je me sens très fière. Si je peux juste donner un exemple personnel... Mon mari est professeur à l’Université fédérale. Il publie dans des revues à libre accès et doit payer pour publier dans ces revues fermées. Il a récemment demandé à son université d’inviter sa femme pour venir parler de Creative Commons. J’en suis très fière. Bientôt, j’irai à l’université de mon mari’ pour parler de CC ! »

Pour Aristak, il s’agit de l’impact que cela a dans le monde entier.

> « La plus grande réalisation de CC dans le monde pourrait être la pénétration des licences Creative Commons dans un si grand nombre de pays en une courte période de temps. Il dispose d’un grand réseau dans le monde entier. Nous pouvons voir CC en Amérique, en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, en Amérique du Nord, en Australie et dans le monde arabe. La pénétration est la plus grande réalisation. Et bien sûr, la réduction des coûts à zéro descendue vers les adhérents dans les pays. Ils sont si nombreux. Plus d’une centaine d’adhérents dans le monde, ce n’est pas une plaisanterie. Soixante-dix-neuf juridictions et bien sûr qu’ils le soutiennent, le fait qu’ils diffusent cela partout dans le monde est bien sûr l’une des plus grandes réalisations pour CC. »

L’élément qui apporte le plus de fierté et une motivation quotidienne pour partager leurs propres compétences personnelles, en temps et en ressources, c’est que l’impact mondial de Creative Commons a une utilité locale évidente. Les réponses ci-dessus confirment la nécessité d’une meilleure communication et collaboration entre les régions et avec la DG de CC. Les adhérents CC souhaitent participer à la conversation mondiale, ils en seraient effectivement ravis. Pour eux, l’impact de CC n’est plus seulement théorique, il est tangible : ils peuvent le voir dans les sites web, les livres, les images et les revues qu’ils utilisent et

lisent, ainsi que dans les manuels scolaires et les lecteurs qui éduquent et apportent de la joie à leurs enfants. Si la communication était plus fluide entre les réseaux locaux et mondiaux, ces exemples tangibles pourraient être mieux utilisés pour promouvoir CC parmi son public international comme impact concret dans toutes les parties du monde.

6. Recommandations

Les recommandations ci-dessous proviennent d'une évaluation de la connaissance et de l'expérience de la région dans un domaine similaire. Les recommandations sont réparties selon le potentiel de la région et le type d'aide que le réseau mondial pourrait envisager de donner aux adhérents de la région dans son ensemble.

Potentiel régional

Stratégie régionale cohérente

En 2012, plus de 50 bénévoles CC, adhérents et intervenants alignés, se sont réunis lors de la Convention africaine, pour rêver de ce que pourrait être CC Afrique dans 5 ans. Ils ont mis au point une liste de priorités[27] pour la région. Deux personnes, en tant que coordinateurs régionaux, ont été chargées de soutenir les adhérents CC actuels et d'attirer plus d'adhérents en poursuivant dans cette voie. Ces priorités africaines devraient être transformées en une stratégie-clé visant à orienter le développement de la région et à fournir des objectifs-clés pour les adhérents CC. Le retour des entretiens a montré que, lorsque des adhérents CC réalisent des projets ensemble, comme l'École de l'ouverture Afrique ou CopyrightX, tout le monde bénéficie de l'élan. Les projets passionnants qui ont eu lieu à travers l'Afrique ont tous été obtenus grâce à l'incroyable passion, l'innovation et les liens personnels des individus au sein du réseau régional et non comme élément d'une stratégie d'ensemble pour la région, menée par les coordinateurs régionaux.

« Il y a beaucoup à faire à la base afin d'assurer la croissance de CC Afrique. »
[Tsion, CC Éthiopie]

Cette absence de stratégie acceptée et cohérente a conduit CC à se laisser distancer par d'autres groupes alignés, tels que Mozilla, Wikimedia, Open Street Maps et Open for Africa. Heureusement, si une stratégie cohérente était élaborée en collaboration avec les adhérents CC et les organisations alignées du mouvement ouvert, CC ne devrait pas être long à rattraper ses homologues.

« J'attends avec impatience un meilleur engagement des équipes d'adhérents. Je crois

[27] https://wiki.creativecommons.org/wiki/Africa/CC_Africa_Regional_Meeting_2012/African_Priorities_2012

> aussi qu'à l'échelle de l'Afrique des projets devraient être lancés. Nous réalisons davantage de choses lorsque nous avons un projet au Kenya, en Afrique du Sud, au Cameroun et au Nigeria. Enfin, CC Afrique a besoin de concentrer ses efforts sur le lancement et le soutien des nouvelles équipes d'adhérents. » [Kayode, CC Nigeria]

Régions linguistiques et nouveaux adhérents

L'Afrique est très fracturée en ce qui concerne les langues coloniales. Malgré plusieurs décennies depuis l'indépendance, c'est toujours le cas. Il me semble que Creative Commons a une attirance pour la région anglophone.

À l'intérieur d'une stratégie régionale, la portée de CC devrait être élargie à d'autres pays. Le parti pris en faveur de l'Afrique anglophone doit être traité d'urgence. L'Afrique francophone attend.

En Côte d'Ivoire, il y a un groupe d'utilisateurs Wikimedia actif et au Cameroun il y a un groupe d'utilisateurs de Planning Wikimedia qui participe aux interventions de Wiki Aime les Femmes et Wiki Aime l'Afrique, du mouvement de WikiAfrica. En Côte d'Ivoire, il y a aussi O Village[28], un espace ouvert qui s'enorgueillit de sa stimulation de la société civile via le mouvement ouvert. Pour le premier Fonds fabuleux, en 2016, une somme a été remise à CC Togo et CC Bénin en vue de promouvoir Creative Commons dans les pays d'Afrique de l'Ouest francophones (Togo, Bénin). Il sera très intéressant de voir dans quelle mesure ces premières incursions dans les pays francophones progressent.

Efficacité des coordinateurs régionaux

Les coordonnateurs régionaux actuels ont été chargés de promouvoir, encourager et soutenir le développement de CC et le travail de ses adhérents - actuels et nouveaux - dans toute l'Afrique. D'après les retours, il semble que quatre ans et demi après la date à laquelle ils ont été chargés de ce travail, leur intervention n'ait pas été aussi efficace qu'initialement prévu. Bien que les coordinateurs régionaux aient été impliqués dans certains des événements sur le continent, leur participation ne fait pas partie d'une stratégie plus large. Toutes les personnes interrogées ont indiqué que, sur un plan personnel, elles aimaient les coordinateurs régionaux. Cependant, beaucoup d'entre elles ont déclaré qu'il aurait fallu des interventions plus stratégiques, de l'information et davantage de soutien de la part des coordinateurs régionaux. Cela les aurait aidées dans leur travail.

En effet, la majeure partie de la croissance de la communauté depuis leur nomination est venue d'une communauté qui s'adapte, fait preuve de passion et qui a adopté CC malgré les défis institutionnels, au lieu d'être le résultat d'un effort proactif ou concerté de la part des coordinateurs régionaux.

[28] O Village est un espace dédié qui héberge des organisations de libre accès telles que les adhérents de Wikimedia CI, Open Street Maps, Raspberry Pi et Jerry Can, entre autres, ovillage.ci

Renforcement de la mise en réseau

La Convention africaine a été un événement galvanisateur pour la communauté. De tels événements devraient se reproduire chaque année ou deux fois par an dans le calendrier de la communauté. Entre ces grands événements, on devrait développer des moyens de rassembler les adhérents régionaux et les parties intéressées afin de partager les acquis et les expériences, mais qui soient un moyen d'impliquer les bénévoles d'Afrique dans des opportunités à l'échelle mondiale et vice versa.

> « Je veux voir une communauté mondiale qui s'adresse à tout le monde, j'aimerais voir une communauté mondiale qui soit soudée et entraîne tout le monde et non seulement quelques personnes, une communauté mondiale où tout le monde peut sentir qu'il participe vraiment, qu'il peut être un acteur local et en même temps jouer au niveau mondial en tant que membre de CC. »

[Helen, CC Nigeria]

Il est important pour les équipes de savoir qu'elles ont un impact sur ce qu'elles font, que leurs collègues dans le monde voient et reconnaissent les « innovations et la créativité », ainsi que les réalisations des équipes dans leur pays.

Communication

La communication est essentielle pour développer et maintenir des relations et des liens. Le fait d'avoir fait transiter la communication entre la DG de CC et la communauté mondiale par les coordonnateurs régionaux a amené les gens à se sentir déconnectés et séparés de la grande communauté. Cette situation doit changer et la communication doit être libérée. Il semblerait qu'avec l'adoption de Slack l'essentiel du goulot d'étranglement au niveau de la liste de diffusion puisse être contourné, mais il est important qu'une stratégie régionale de communication soit retenue et approuvée.

> « J'aimerais voir une meilleure coordination visant à l'intégration de tout le monde, parce que si certaines personnes pensent qu'elles sont exclues, alors c'est le début de la désintégration de la fondation et c'est un problème. »
> [Helen, CC Nigeria]

Il devrait y avoir plus de communication et de collaboration dans l'ensemble de la région et avec la DG de CC. Les adhérents de CC souhaitent participer à la conversation mondiale et ils ont de grandes expériences, projets et solutions à offrir. Un grand nombre de leurs frustrations relatives au sentiment d'exclusion, de ne pas être impliqués dans les opportunités à l'échelle mondiale ou dans les informations, ne sachant pas si d'autres personnes s'intéressent à leurs histoires, seront corrigées si la communication est plus

ouverte.

Recommandations pour les adhérents

Les équipes sont soudées, mais tendues. Il y a de l'anxiété concernant le soutien, la longévité et la durabilité. Les membres de l'équipe se sentent déconnectés du projet mondial et manquent de soutien de la part des coordinateurs régionaux et de la DG de CC.

À la lecture des retours, on sent que c'est le moment idéal pour les équipes de revoir leurs plans d'adhésion CC et, ensemble, travailler à une stratégie à long terme. Les questions de gestion de l'équipe, de sensibilisation et de recrutement des équipes, de l'ordre des priorités à affecter à un plan de travail, du renforcement des capacités et des étapes et cibles d'une durabilité à long terme sont des éléments qui pourraient être retravaillés. Lorsque ce système sera en place, les adhérents de CC seront en mesure d'articuler leurs besoins concrets en vue d'obtenir l'aide et le soutien des partenaires locaux, des bailleurs de fonds locaux et internationaux et de la DG de CC. Cet exercice permettra d'éclairer une stratégie régionale pour aider CC à se développer dans toute la région.

De plus, afin de se sentir reconnecté à l'échelon mondial, il est important de s'assurer que chaque équipe d'adhérents partage ses victoires, ses succès et ses projets avec la communauté mondiale. Ce pourrait être sous la forme de messages réguliers sur Slack et du partage d'un blog de messages ou bien des résultats et des rapports relatifs aux projets. Il est également important de veiller à ce que les membres du groupe soient invités à s'engager de façon proactive en ce qui concerne les opportunités dans le monde, les conversations et les projets.

Assistance mondiale

Notoriété de la marque

Comme il y a une augmentation de l'adoption des licences CC par les marques familiales, la DG de CC devrait saisir cette occasion pour renforcer la visibilité de la marque. CC a la capacité d'expliquer le copyright à la génération suivante.

> « Je suis d'avis qu'un grand nombre de programmes de sensibilisation et de plate-formes devraient être créées pour promouvoir la protection juridique accordée par le partage de vos connaissances et de la manière dont elle pourrait profiter à tous en créant un avenir novateur et accessible pour l'Afrique. » [Tsion, CC Éthiopie]

Une campagne de publicité de haut niveau devrait constituer un point d'entrée pour beaucoup chez leurs « cibles » potentielles et attirer de nouveaux bénévoles dans les

équipes d'adhérents de CC. Elle pourrait également être accompagnée d'une poussée stratégique régionale à créer de nouveaux adhérents à travers la région.

Augmentation de la visibilité « officielle »

Dans de nombreuses régions d'Afrique, la culture des personnes à qui les adhérents CC doivent parler s'avère être plus formelle que chez la plupart de leurs homologues dans le reste du monde. Dans ce cas, une présence plus formelle ou officielle rendrait la tâche beaucoup plus facile aux adhérents. Ce pourrait être aussi facile à fournir que de la papeterie avec le logo de CC et une lettre officielle de l'association, pour manifester physiquement l'existence et le statut de la marque CC (comme une porte de bureau ou un bureau de marque). Ces accessoires administratifs pourraient aider à valider le travail comme sérieux et digne d'intérêt. Quand les adhérents CC mentionnent davantage de présence officielle, il s'agit d'une culture qui a besoin d'un bureau et d'un numéro de téléphone comme manifestations d'une entreprise sérieuse.

Accès aux partenariats à l'échelle mondiale et locale

De nombreux adhérents ont exprimé le désir de relations formalisées à créer entre les leaders d'opinion qui sont près du mouvement et les partenaires de la DG de CC et les projets locaux de ces partenaires. Ceci pourrait être réalisé avec des groupes ou des sections alignés de façon similaire (Wikimedia, Open Street Maps, Code for Africa) aux bureaux locaux de Google, Mozilla, etc.

> Ils prêteraient une oreille plus attentive si, par exemple, quelqu'un avait une relation d'affaires et disait : « Écoutez ces gens, ils ont des choses à proposer. » Ainsi, certaines de ces organisations ont des projets pour des choses comme celles-ci et nous soutenir ne leur coûterait rien ou presque. Ils ne sont tout simplement pas disponibles pour vous prêter une oreille attentive. Mais si la DG de CC peut facilement demander à Google aux États-Unis de contacter Google ici au Nigeria et dire « écoutez-les, ils font partie de notre groupe. La DG de CC peut parler en notre nom et nous, à notre tour, mettrons en œuvre des projets au nom de la DG de CC. »
>
> [Kayode, CC Nigeria]

C'est une façon de tirer profit des projets existants visant à diffuser un message aligné, tout en s'appuyant sur les expériences, les réseaux et les connexions des autres.

Accès formalisé au financement

Il a été noté par les adhérents que l'accès au financement n'était souvent pas aussi facile qu'il pourrait l'être. Une partie de cette dépendance à l'égard de la DG de CC en matière

d'octroi de financement est liée au fait que l'adhérent local CC élabore une stratégie sur le long terme en faveur de la durabilité. En raison des questions culturelles, les lacunes locales et d'autres éléments, les adhérents ont des difficultés à accéder aux bailleurs de fonds ou à un soutien en nature au niveau local. Cela a créé de l'anxiété autour de la longévité du projet local et l'impossibilité de mener à bien les tâches quotidiennes.

> Nous avons besoin d'aide dans l'engagement de bailleurs de fonds et de mécènes, dans l'ensemble de l'Afrique. Je sais qu'il y a tant d'autres personnes qui sont disposées et prêtes à former des projets comme CC, mais jusqu'à présent, nous n'en avons pas été capables. Nous avons donc besoin de beaucoup de soutien pour cela. Si nous pouvons être en mesure de contacter les bailleurs de fonds potentiels au Nigeria, je n'irai même pas chercher à l'échelle mondiale. [Helen, CC Nigeria]

Un moyen de contourner la situation de crise est d'offrir de l'aide ou des stratégies visant à faire participer des bailleurs de fonds locaux. Dans l'intervalle, la DG de CC pourrait également fournir des modèles de financement différents au niveau mondial pour soutenir les interventions à court terme et à long terme. Un financement spécifique pourrait comporter différents délais d'application et des processus pour des projets institutionnels ou d'organisation d'événements (depuis les salons jusqu'à la Convention africaine), à long terme (comme une École de l'ouverture annuelle et le Projet Luwi de CC Éthiopie), puis pour des projets ponctuels (lecteurs de traduction, etc.).

Conclusion

L'Afrique est un espace vaste et complexe. Le grand nombre de cultures au sein de son espace géographique rend l'environnement contradictoire, d'une part extrêmement conservateur et traditionnel et de l'autre, souple, adaptable et pilote pour l'innovation. Les adhérents CC interrogés dans le cadre de ce rapport représentent le second aspect évoqué, tout en essayant d'offrir des solutions au premier groupe. Cette capacité d'être flexible, adaptable et moteur d'innovation signifie qu'il y a un déploiement de start-ups de technologies et de communication innovatrices à l'échelle du continent. Les grandes marques dans l'information et la technologie en ont pris note et sont de plus en plus présentes.

Dans cet environnement, CC Afrique, comme force de changement, n'a pas été aussi proactive qu'elle aurait dû. Bien que les adhérents CC aient travaillé avec ce qu'ils avaient, bien plus aurait pu et aurait dû être fait au niveau du continent pour soutenir les adhérents existants et en développer de nouveaux.

Espérons que ce soit une occasion retardée et non perdue. Avec une solide stratégie régionale qui a été codéveloppée et signée par les adhérents CC (et s'aligne sur leurs plans et objectifs internes à long terme) une période excitante devrait nous attendre.